

RIVAROL

N°3420

“Quand les peuples cessent d’estimer, ils cessent d’obéir”

15/4/2020

HEBDOMADAIRE DE L’OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Prolongation d’un mois de l’assignation à résidence !

C’EST REPARTI pour un mois. Dans une longue allocution télévisée de près d’une demi-heure, retardée de deux minutes, à 20h02, pour laisser s’achever la séquence orwellienne, quotidienne et vespérale, d’applaudissements sur commande des soignants, Emmanuel Macron a annoncé la prolongation pour quatre nouvelles semaines d’un strict confinement. Lequel s’achèvera en principe le lundi 11 mai au matin, à condition toutefois, a-t-il précisé, que l’épidémie ait suffisamment reculé d’ici là. A partir de la mi-mai, les crèches, les écoles, les collèges et universités seront rouverts de manière progressive. Le chef de l’Etat n’a pas précisé si cela se ferait par régions ou par taille des établissements scolaires. On peut par exemple penser que le Grand Est et l’Ile-de-France, qui sont jusque-là l’épicentre du virus dans notre pays, pourraient voir les écoles rouvrir leurs portes plus tardivement. Curieusement les universités resteront, elles, fermées jusqu’en septembre. On saisit assez mal *a priori* cette différence de traitement même si on sait déjà que le brevet des collèges, le baccalauréat et les BTS feront l’objet d’un contrôle continu et qu’il n’y aura donc pas d’examen cette année en juin. On peut craindre en revanche que les élèves scolarisés dans les écoles hors contrat ne doivent passer tous leurs examens à la rentrée de septembre, au risque de perdre un an, pour ceux qui visent les inscriptions dans les grandes écoles ou l’université. Les bars, les restaurants, les cinémas et les théâtres ne pourront pas rouvrir, quant à eux, le 11 mai. Quant aux festivals et aux grands rassemblements, ils seront impossibles au moins jusqu’à la mi-juillet.

Le président de la République n’a pas évoqué la question de l’ouverture des lieux de culte et des cérémonies religieuses. Mais à la mi-mai cela fera très exactement deux mois que tout culte public est interdit sur le sol national. Tandis que les lieux de pèlerinage et d’apparition sont fermés au public, comme le sanctuaire de Lourdes, la chapelle où se trouve la châsse de sainte Bernadette à Nevers ou la maison de sainte Thérèse à Lisieux. Jamais nous n’avions connu une telle situation dans notre pays, au moins depuis la Révolution française. Pendant les deux guerres mondiales, ou lors de périodes de pestes ou d’épidémies, jamais le culte public n’avait été interdit, jamais l’accès aux sanctuaires, aux lieux de pèlerinage, n’avait été rendu impossible.



On n’a sans doute pas assez médité sur ce paradoxe : on a le droit d’aller tous les jours au supermarché pour faire ses courses mais on n’a pas le droit de se rendre, ne fût-ce qu’une fois par semaine, à l’église pour y prier et rendre un culte public à Dieu ! On ne s’occupe que de la nourriture terrestre mais on méprise la nourriture de l’âme. Le matérialisme de nos sociétés apostates et mercantiles est proprement révoltant !

LE CHEF de l’Etat a dit dans son allocution qu’il fallait se réinventer, que tout désormais serait différent. Ces considérations n’ont rien de rassurant car on peut craindre légitimement une restriction encore plus grande, et dans la durée, de nos dernières libertés. Le test grandeur nature de servitude volontaire ayant jusque-là parfaitement fonctionné depuis la mi-mars, pourquoi *Big Brother* n’irait-il pas plus loin dans la domestication du « matériel humain » ? Dans le ton et le vocabulaire employés à l’égard du Covid-19, « un virus redoutable, invisible, imprévisible » contre lequel « nous sommes en guerre », on retrouvait les accents et le champ sémantique généralement utilisés contre le racisme, l’antisémitisme, le fascisme, l’extrémisme, le négationnisme. De la peste brune on est passé au virus effrayant mais à l’arrivée c’est toujours le même but :

nous esclavagiser, détruire notre esprit critique, nos défenses immunitaires, créer un homme nouveau, qui n’est nullement le chrétien racheté par le Christ mais le citoyen du monde sans racines, sans repère moral, sans convictions, sans doctrine, sans idéal et à qui l’on dicte ce qu’il doit faire, tel un automate : applaudir à 20 heures de sa fenêtre ou de son balcon, rester chez lui, se protéger (cela rappelle les publicités et slogans répétitifs des années 1980 et 1990 en faveur du préservatif masculin : protégez-vous, sortez couverts !), remplir consciencieusement, signer et dater son attestation pour sortir de chez soi, seul et pendant soixante minutes maximum, respecter scrupuleusement les gestes-barrière (à moins d’un mètre de distance, on est un criminel en puissance !), se laver les mains soigneusement pendant au moins vingt secondes.

La République, pour se renforcer et se perpétuer, a toujours besoins d’ennemis à diaboliser, tant intérieurs qu’à l’extérieur. Cela lui permet d’adopter les mesures les plus attentatoires aux libertés fondamentales. Ce que nous vivons actuellement est une forme de 11-Septembre à l’échelle planétaire. Et de même que le 9-11 avait débouché sur les *Patriot Acts* réduisant drastiquement les libertés outre-Atlantique et au-delà, au nom de la lutte contre le terrorisme islamique,

de même qu’avec le dogme du réchauffement climatique anthropique on a multiplié les impôts et taxes en tous genres et on a diabolisé les « pollueurs », de même on verbalise les mauvais citoyens insuffisamment respectueux du confinement et on nous prépare une société où le contrôle social de masse sera systématisé, renforcé, aggravé. Avec l’encouragement à la délation citoyenne, celle qui existe déjà sur les réseaux sociaux pour « les contenus haineux » et qui se pratique à l’égard du voisin soupçonné de violer les règles imposées par le gouvernement. Au nom de la sécurité sanitaire, on interdit les messes, même pour Pâques, on empêche les retrouvailles en famille, et même les visites à des parents âgés et isolés. Il suffira demain de dire que le virus a muté, ou qu’il pourrait muter, pour interdire de manière préventive et préalable tout ce qui déplaît au Nouvel Ordre mondial qui est aussi un nouvel ordre moral. De même que l’on a inventé les guerres préventives, notamment contre l’Irak de Saddam Hussein avec les prétendues armes de destruction massive, au nom du principe de précaution étendu à l’infini, on nous prépare une société infernale reposant sur la servitude volontaire, la délation citoyenne, la surveillance de masse avec la géolocalisation que permettent les GPS et les téléphones portables, et demain, pourquoi pas, les puces électroniques et la suppression des billets et des pièces au nom de la lutte contre un « virus invisible et redoutable », très contagieux.

BEAUCOUP ont cru qu’avec la chute du Mur de Berlin et la dislocation de l’URSS, c’en était fini du communisme. C’était manifestement une erreur. Non seulement parce que la Chine, avec ses quelque 1,4 milliard d’habitants, reste un pays communiste mais surtout parce que nos sociétés réalisent chaque jour davantage le programme et les mots d’ordre de l’Internationale : « du passé faisons table rase », « la patrie sera le genre humain ». La destruction de la famille, de la religion, de la morale, des patries, l’étatisation à tout crin, les nationalisations à venir, le triomphe du matérialisme, l’abandon des valeurs et principes spirituels, la mise en place d’une gouvernance mondiale, la déshumanisation des sociétés et des individus, la négation de Dieu auquel il est interdit de rendre un culte public, tout cela est strictement un programme communiste. Cette crise sanitaire, qu’elle ait été créée de toutes pièces ou instrumentalisée, pourrait bien hélas favoriser et accélérer la mise en œuvre de ce communisme planétaire liberticide et mortifère.

N°3420 DU 15 AVRIL 2020

www.rivarol.com

L 14240 - 3420 - F: 4,00 €



RIVAROL,

jeromebourbon@yahoo.fr

Considérations sur le Corona

L'ADMIRATEUR d'Israël Didier Raout est-il un sauveur de l'humanité ou un simple fumiste ? Difficile de se prononcer pour l'instant, mais rien ne prouve que son remède souverain relève du miracle — beaucoup pensent qu'il procède plutôt de la poudre de perlimpinpin. Bien entendu, on aimerait y croire, et rêver à une sortie rapide de ce cauchemar planétaire. Mais les études chinoises sur la chloroquine semblent loin d'être convaincantes. Et le chevelu ultra-sioniste a beau éruer sur les ondes, son étude scientifique, sans double placebo, sans détails de suivi ni de caractère universel peut être discuté. Notre Narcisse a certes obtenu trois soutiens marseillais de poids, dont il se prévaut devant les caméras : le maire de Nice, l'ultra-sioniste Christian Estrosi, son épouse la starlette TV Laura Tenoudji, et le député anti-révisionniste Valérie Boyer, tous passés sous traitement de chloroquine après avoir contracté le virus. Aucun d'entre eux ne possède la moindre compétence médicale : le Niçois aux cheveux teints est un ex-mordard, son épouse — l'Orientale Laura de 22 ans sa cadette — officie à Télé Matin avec des rubriques sottes, quant à la même Valérie, elle possède une maigre licence d'anglais/espagnol, et son ascension politique, chuchote-t-on en coulisse, ne fut pas handicapée par un physique avantageux. Voilà un comité scientifique un peu faiblard. Comme toujours au pays de Danton, le débat fait rage, et il s'est invité sur Internet, où chacun expose ses convictions tranchées en excommuniant l'autre : le prof de gym pour ZUP devient un biologiste éclairé, le livreur de pizzas un épidémiologiste de renom, le postier en grève un mandarin professant à la Salpêtrière... La spécialité sur la toile, avouons-le, c'est de régurgiter *ex abrupto* des pseudo-vérités entrevues à la télé, portées par des scientifiques reconnus tels que Cyril Hanuna ou Arthur. Triste époque où la source du savoir ne se trouve plus dans les rayons des bibliothèques, mais dans les agoras télévisuelles animées par des bateleurs incultes.

Soulignons néanmoins que la politique macronienne flirte, là comme ailleurs, avec l'absurde : soit le traitement Raoult marche, et alors l'interdire est un crime d'Etat, soit il est peu efficace, et c'est toujours mieux que le néant quand aucune autre thérapeutique n'a été découverte à ce jour. C'est le fameux pari pascalien du gagnant à tous coups. Tandis que Macron interdit le protocole à ses serfs, on note que de très nombreux dirigeants l'ont adopté sans restrictions depuis des semaines.

Quoi qu'il en soit des futurs développements thérapeutiques liés à ce fléau et à sa souhaitable disparition un jour ou l'autre, la crise mondiale du Coronavirus aura en

tout cas révélé des lignes de force qui ne manquent pas d'éveiller l'attention.

INANITÉ DU SUFFRAGE UNIVERSEL, EUROPE EN BERNE

Les seuls régimes qui affrontent les tempêtes crânement sont des régimes à poigne : que seraient devenus l'Espagne, au sortir de la Seconde Guerre, sans un Franco, ou le Portugal sans un Salazar ? Les trois pays qui ont obtenu de nets succès face à l'épidémie sont des pays à gouvernance ferme qui ont commencé par clore leur frontières, imposé à des citoyens disciplinés des règles fortes sous le contrôle d'une police respectée, le tout permettant d'éviter le confinement : Taïwan, Singapour, la Corée du Sud.

Avec 306 cas et seulement 5 décès, Taïwan fait figure d'exemple international dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Pour contrôler la contagion dans ce pays de 23 millions d'habitants, le gouvernement a mis en place une politique stricte : chaque personne qui arrive sur le territoire doit se confiner pendant quatorze jours, sous le

contrôle rapproché du gouvernement. Depuis le 18 mars, chaque résident ou étranger autorisé à atterrir à Taïwan — peu importe son pays de provenance — est tenu d'effectuer une quarantaine de 14 jours, assigné à résidence. Les voyageurs doivent renseigner leur adresse de quarantaine, et prendre leur température deux fois par jour. En outre, chacun doit laisser son portable allumé de jour comme de nuit pour la géolocalisation, et tout contrevenant à l'interdiction de circuler est arrêté.

A Singapour, dès que l'épidémie a commencé, les autorités ont offert des masques à chaque foyer. Dépistage systématique et hospitalisation des cas repérés, traçage des patients contaminés dans les heures qui ont précédé leur infection pour remonter la piste du virus, strict suivi des personnes placées en quarantaine : toutes ces mesures ont été mises en place en quelques heures. Contrairement à la laxiste France, où les touristes du monde entier entraient comme dans un moulin sans aucun contrôle douanier — scène vécue par l'auteur de ces lignes à Orly puis à Nice —, le confinement des "entrants" ainsi que des contrôles de température ont été rendus obligatoires pour tous les passagers transitant par l'aéroport de Singapour. En outre, si un quidam (étranger ou natif) a été en contact avec une personne contaminée, il est placé en quarantaine quatorze jours durant. Les expatriés placés sous quarantaine contrôlés hors de leur domicile perdent leur visa. Les locaux, eux, se voient confisquer leur passeport.

Depuis plus d'un mois, les contrôles de température à l'entrée de chaque bâtiment, qu'il s'agisse de bureaux, de centres commerciaux ou d'habitations, ont été généralisés. Grâce à ces mesures, il n'y a pas de confinement généralisé comme actuellement en Europe. La Corée du Sud a peu ou prou appliqué les mêmes méthodes, avec succès.

Contrairement aux Asiates, le confinement règne quasiment partout en Europe, avec la spécificité française que l'Etat s'avère incapable de faire appliquer la mesure dans les banlieues maghrébo-africaines, où les racailles tiennent le secteur face à une maréchaussée rendu impuissant par le législateur. Dans la patrie de Tchekov, une gestion musclée de la chose, sous la houlette de Vladimir Poutine, met au pas les traîneurs, contrairement à nous : les députés de la Douma ont en effet adopté des punitions dissuasives en cas d'infraction, allant de 5800 euros d'amende pour une entorse sans gravité, à sept ans de prison pour le récalcitrant chronique.

Toute l'Histoire du monde a démontré que les régimes fondés sur le vote par acclamation ne maîtrisent pas leur destin, ou fort mal, ce que soulignent avec la régularité de l'horloge les secousses graves — comme la crise du Covid 19, qui balaye aujourd'hui toutes les certitudes antérieures et expose crûment les insuffisances du banquier Emmanuel — succédant à une kyrielle d'autres dont il n'est pas comptable. Chez nous, la Sainte Urne a ainsi sacré deux mous inconsistants (Chirac, Hollande), un aventurier égomane (De Gaulle), un disciple d'Eros dont l'activité essentielle consistait à batifoler au milieu de courtisans (Mitterrand), un agité en talonnettes (Sarkozy). Le mari de Brigitte ne montre guère plus d'aptitudes que ses prédécesseurs... Que penser du premier cercle qui constitue son socle politique ? Le grenouilleur Ferrand, l'ex-joueur de poker et homme de main Castaner, la Sénégalaise gaffeuse Sibeth Ndiaye, l'onaniste Griveaux, voilà autant de médiocres soldats d'un faux dur qui se hausse du col. A dire vrai, l'incompétent est élevé au grade de maréchal pour pe qu'il affiche un beau profil sous les *sunlights*, et qu'il promette la semaine des quatre jeudis.

Un exemple parlant de la nullité de nos élites : les frontières entre l'Italie (pays le plus gravement touché au monde) et la France ne sont même pas fermées à l'heure où vous lisez ces lignes !

Le manque flagrant de lits d'hôpitaux malgré des prélèvements fiscaux records, la pénurie de respirateurs artificiels, l'absence par millions de masques protecteurs, de gel hydro-alcoolique, de tests — bref l'incurie, l'impréparation et l'amateurisme qui prévalent aujourd'hui à ciel ouvert marquent au fer rouge ce système exsangue qu'est la démocratie participative — adjoints à la gestion en pyramide du fonctionnariat où personne n'est responsable de rien.

Le rythme de croisière des morts français rattrape celui de l'Italie, sans compter les chiffres des Ehpads, fous, ni ceux des morts à domicile, non encore découverts — et hélas avec l'isolement de nos personnes âgées, il y en aura beaucoup. C'est la preuve par neuf que la démocratie électorale cafoille par gros temps, et ne prémunit les peuples contre aucun coup de grisou.

Quant à l'Europe, technostructure coûteuse qui ne protège personne hors ses propres cadres grassement rémunérés, elle aura fait ici la démonstration éclatante de sa vacuité. Formons le souhait qu'elle périsse après cet épisode dramatique.

Jean BEAUMONT.



A NOS LECTEURS

Même si le courrier tourne actuellement au ralenti, vous pouvez nous envoyer du courrier postal et des chèques pour les abonnements et les réabonnements et pour toute commande, en écrivant aux Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75 013 Paris. Utilisez de préférence les lettres T pour les réabonnements. Toutefois, compte tenu des blocages partiels des services postaux, du nombre réduit de jours effectifs de distribution du courrier, il reste préférable actuellement, pour tous ceux qui le peuvent, de nous régler par Paypal ou par virement bancaire pour toute commande. C'est plus rapide et plus sûr. On peut nous régler par Paypal en allant sur notre site boutique-rivarol.com.

Comme convenu, nous continuons chaque mardi, et pendant toute la durée du confinement, à mettre en page accueil de notre site rivarol.com, le PDF intégral du nouveau numéro de RIVAROL en consultation gratuite. Il suffit de le télécharger en cliquant sur l'image de la *une* du journal. En-dessous du numéro de la semaine, on peut également accéder gratuitement aux PDF des numéros précédents ayant paru pendant le confinement, en l'occurrence aux numéros 3417, 3418 et 3419.

Vous pouvez aussi envoyer à jeromebourbon@yahoo.fr une demande gracieuse d'envoi hebdomadaire du PDF à votre adresse électronique, comme l'ont déjà fait un grand nombre d'entre vous, et ce pour toute la durée du confinement.

Nous encourageons tous ceux qui le peuvent à prendre un abonnement numérique à 80 euros l'année, à nous aider à traverser cette phase très délicate et d'une violence inouïe pour la presse écrite, en nous faisant des dons, soit par virement bancaire, soit par Paypal en allant sur la page accueil de notre site rivarol.com à la rubrique Faire un don. Nous vous remercions nos coordonnées bancaires à la Banque postale pour ceux qui préféreraient faire des virements :

IBAN : FR 33 2004 1000 0104 5321 9K02 048. BIC : PSSTFR PPPAR

Par ailleurs, nous maintenons partout, en tout cas là où les marchands de journaux restent encore ouverts, la distribution de RIVAROL, ainsi que la distribution du numéro à tous nos abonnés papier par voie postale. N'hésitez pas, en faisant vos courses alimentaires, à continuer à acheter RIVAROL chaque semaine dans les rayons intégrés des supermarchés, ou dans les kiosques, tabacs, magasins et maisons de la presse qui le vendent et qui sont encore ouverts. Faites-le découvrir à des proches, de la famille ou des amis qui ont plus le temps de lire en cette période de confinement. Nous avons d'ailleurs augmenté le tirage pour permettre une meilleure diffusion de RIVAROL dans les différents points de vente. Comme le nombre de périodiques a fortement décliné pendant cette période de confinement, cela peut être l'occasion de faire découvrir notre hebdomadaire à des personnes qui en ignorent encore l'existence. N'hésitez pas à vous procurer plusieurs exemplaires afin de le faire connaître autour de vous. C'est le moment ou jamais.

Selon les derniers chiffres à jour dont nous disposons (au 13 avril 2020), 86,8 % des commerces de presse sont actuellement ouverts dans le pays, même si leurs horaires d'ouverture ont souvent été réduits : c'est le cas de 91,7 % des marchands, de 0,3 % des Relay, de 97,8 % des rayons intégrés des supermarchés, de 62,2 % des kiosques, de 49 % des enseignes culturelles et de 83,1 % des points de vente complémentaires (épicerie, boulangeries et tabacs où sont vendus des journaux).

Nous sommes actuellement la seule publication de l'opposition nationale paraissant au moins une fois par semaine à être présente en permanence chez les marchands de journaux en France, l'hebdomadaire *Minute* ayant définitivement disparu le 5 février dernier et le quotidien *Présent* qui a, il est vrai, beaucoup perdu de sa substance et de son intérêt depuis la brutale mise à l'écart de l'excellente Jeanne Smits et de ses amis, ayant soudainement renoncé le 25 mars à toute vente en kiosques.

Téléphonez-nous au 06-40-87-72-79 ou écrivez-nous directement un courriel à contact@rivarol.com ou à jeromebourbon@yahoo.fr en cas de difficulté de réception du journal ou pour toute autre question. Nous vous renverrons le ou les numéros non reçu(s). Si votre abonnement s'interrompt à cause de la lenteur du courrier, téléphonez-nous, on le prolongera automatiquement pour toute la durée du confinement dans l'attente de la réception ultérieure de votre règlement.

On continue coûte que coûte. Bon courage à tous. Haut les cœurs !

Jérôme BOURBON.

Comment trouver RIVAROL en kiosques ?

Sur la page accueil de notre site www.rivarol.com, cliquez sur l'onglet « Points de vente » et vous aurez ainsi accès à l'intégralité des points de vente actualisés de RIVAROL dans toute la France, classés par département. Vous pourrez ainsi trouver plus facilement l'hebdomadaire de l'opposition nationale près de chez vous.

Chronique de la France asservie et.. résistante



ON SAVAIT que le virus avait de redoutables conséquences sur l'intelligence de l'homme et, hélas, aussi de la femme. Il semble que l'on assiste à une terrible dégradation de l'état mental de la personne atteinte, au bout d'un mois d'incubation, sans distinction de sexe, de race, ni de religion, comme nous le révèle le site *contre-info.com*. C'est ainsi que le gouvernement, via bien sûr la secrétaire d'Etat au féminisme, Marlène Schiappa, vient de présenter un « *guide des parents confinés* — 50 astuces de pros », préfacé par la mégère en personne, donnant des conseils aux géniteurs en « *ces heures sombres* » (pas les plus sombres, cependant, attention !).

LE CONNARDOVIRUS FOUDROIE SCHIAPPA

Et là, accrochez-vous, on touche au grandiose. On y trouve une page « *mon enfant fait son coming-out* », qui renvoie vers un site « *donnant une image positive des personnes LGBT, destiné aux enfants à partir de dix ans* ». On y trouve une autre « *Se méfier de la désinformation* », signée par le haut-commissaire de la persécution politique, Frédéric Potier, président de la DILCRAH, la délégation interministérielle chargée de concevoir, de coordonner et d'animer la politique de l'Etat en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT. Son budget, pour ceux qui l'ignoreraient ? 100 millions d'euros par an ! Le commissaire politique engage les parents à apprendre à leurs enfants à « *se méfier des tentatives de désinformation, des théories du complot, qui prolifèrent sur internet et les réseaux sociaux* ». Comme le rappelle contre-info, les représentants du gouvernement sont bien placés dans le registre du complotisme débile, eux qui voyaient la Russie à la manœuvre derrière les Gilets jaunes. Mais Potier ne s'arrête pas en si bon chemin. Il nous livre les « *sites institutionnels* » que nos enfants sont fermement invités à consulter. Et là, on nage dans le super-grandiose, le genre d'information que Drumont, Céline, Rebatet et Darquier de Pellepoix auraient adoré. Quatre sites sont nommés : celui de la Dilcrah, bien sûr, celui d'un obscur « *Observatoire du complotisme* » financé par la « *Fondation pour la Mémoire de la Shoah* » (si, si...), celui du « *Mémorial de la Shoah* » et enfin celui du « *Musée d'art et d'histoire du judaïsme* ». Voilà les sites « *institutionnels* » recommandés à nos enfants par Marlène Schiappa et ses semblables... Mais ce n'est pas fini. Cerise sur le gâteau, le Guide entend aussi éveiller nos enfants au féminisme dans un chapitre dont le titre est « *Comment transmettre le féminisme* ». C'est vrai ça, quand on y pense. Le féminisme se transmet, prétendent certains mauvais coucheurs, comme la syphilis ou comme le sida (mental). Mais j'allais oublier. Le guide se penche aussi sur les émissions de télévision que nos enfants sont

priés de regarder en ces temps de confinement. Et là, c'est la totale. Le guide les invite, dans le chapitre « *Qu'est-ce qu'on regarde à la télé ?* » à suivre tous les jours Cyril Hanouna sur C8 dans *TPMP (Touche pas à mon poste)* « *pour un vrai moment de divertissement pour toute la famille* ». La boucle est ainsi bouclée...

SIBETH NDIAYE, UN EXTRAVAGANT CLOWN

La porte-parole du gouvernement est sans aucun doute le clown le plus extravagant que recèle ce gouvernement digne du cirque Barnum. Sibeth Ndiaye s'était déjà signalée par des tenues bariolées loufoques, des coiffures afro surréalistes, des propos hasardeux tenus avec le sérieux d'une lycéenne ayant (mal) appris sa leçon et des bourdes à répétition. Elle a cependant un talent certain. Sa vacuité est exceptionnelle. Une vacuité qu'elle cherche à cacher derrière une cascade de mots qui s'enfilent, des mots qui n'ont guère de sens, mais qu'elle assène avec ce sérieux grotesque qui la caractérise. Sa dernière sortie sur le thème du port obligatoire des masques vaut son pesant de cacahouètes. L'Académie de médecine s'est prononcée favorablement pour le port généralisé du masque, plusieurs pays d'Asie appliquent cette mesure avec succès. Cela ne suffit pas à Sibeth, qui vient de déclarer, la bouche en cul de poule : « *Nous prendrons une décision quand il y aura un consensus scientifique* ». En fait, la réalité est tout autre. Par imprévoyance, par incompétence, la France manque tragiquement de masques et le gouvernement attend de pouvoir en disposer pour annoncer son port généralisé. Ces clowns nous prennent vraiment pour des imbéciles !

En attendant, comment se passe le confinement de Sibeth ? Ça va, merci. Sibeth Ndiaye peut compter sur le soutien de son mari, Patrice Roques, directeur général adjoint d'un office HLM, qui s'occupe, dans un appartement qu'elle décrit comme « *plutôt confortable* », de leurs trois enfants, Youmali, Ingissaly et Djimane, durant cette période compliquée. On se doutait bien qu'elle ne logeait pas dans un appartement pourri, dans un quartier pourri...

ET SI NOUS RELISONS LES DÉCOMBRES DE REBATET ?

C'est en 2015 que paraissait, dans la collection *Bouquins*, la version intégrale, non caviardée, des *Décombres* de Lucien Rebatet. Quel livre extraordinaire qu'il est temps de relire en ces temps de confinement ! Rebatet, qui éprouvait beaucoup de respect pour Charles Maurras, qu'il avait côtoyé sur le marbre du quotidien *L'Action Française*, avait cependant la dent dure dès lors qu'il s'agissait d'évoquer l'efficacité politique du mouvement, qu'il surnommait *L'Inaction française*. Il évoque « *la pagaïe financière, la jactance, l'inertie, la bureaucratie* », imaginant sa prise du pouvoir « *comme l'avènement de la plus bouffonne anarchie que la France aurait pu connaître* ». Et Rebatet de poursuivre : « *le vieux doctrinaire avait mis en effet un singulier acharnement à faire le vide autour de lui. Maurras, apologiste passionné de la continuité, s'était refusé tout successeur, avait systématiquement écarté de lui tout candidat à son héritage. Sa confiance par contre allait infailliblement aux personnalités les plus jaloux ou les plus nuisibles, une bande de ratés, de plats flatteurs, voire de vrais gredins à scapulaires* ». Quant à la gestion du mouvement et de son quotidien, elle était calamiteuse.

L'AF quémandait avec constance ce

«million» indispensable, tous les ans, pour surmonter les échéances, et l'obtenait toujours, grâce à ses fidèles lecteurs. Mais ce million fondait à chaque fois comme neige au soleil. La faute notamment aux retards hallucinants de Maurras qui se mettait au travail, la nuit, alors que les quotidiens concurrents étaient déjà imprimés et en passe d'être livrés, d'où des surcoûts énormes dus aux retards et des colossaux manques à gagner, beaucoup d'exemplaires du quotidien n'ayant pu être livrés à temps dans les kiosques de province. « *Les clicheurs, les rotativistes, les chauffeurs des messageries ronflaient dans tous les coins d'un sommeil d'autant plus serein qu'on le leur payait au double tarif nocturne* », raconte Rebatet. Dans cette description de la gabegie, comment ne pas penser à tel parti politique contemporain que nos lecteurs connaissent bien, sauf que Maurras était, lui, intelligent, cultivé, qu'il avait des idées, toutes choses qui manquent cruellement de nos jours à nombre de partis politiques dits nationaux ?

LA BÊTISE INSONDABLE DES MODÉRÉS

On connaît les remarquables succès remportés par l'Afd, le mouvement national allemand, lors des dernières élections, dans le Brandebourg, la Saxe, et en Thuringe où l'Afd a même dépassé la CDU d'Angela Merkel, avec 24 % des suffrages. Bien entendu, c'était trop beau pour que cela durât, d'autant que c'était l'aile droite de l'Afd, qui défend une vision nationale ethnique qui avait emporté la mise. Cette aile droite identitaire, nommée « *der Flügel* » (l'aile) est sous l'étroite surveillance du *Verfassungsschutz*, une sorte de police politique qui n'a pas son équivalent en France. C'est dire...

On reproche à ses représentants, dont Wolfgang Gedeon ou son collègue du Bade Wurtemberg, Stephan Rapp, d'avoir tenu des propos antisémites. Il est vrai que Wolfgang Gedeon avait fait fort dans l'abjection puisque, dans un livre publié en 2012, « *Le communisme vert et la dictature des minorités* », il assimilait la négation de l'Holocauste à une opinion intellectuelle et dénonçait la mémoire de la Shoah comme une « *religion civile de l'Ouest* ». Du coup, les dirigeants propres sur eux de l'Afd, terrorisés, ont tout fait pour exclure Gedeon et Rapp et se séparer des nombreux partisans de L'Aile, avec des arguments qui valent le détour. « *Tout le monde sait que L'Aile et ses principaux représentants nous coûtent des votes massifs auprès de l'électorat conservateur traditionnel* », a ainsi estimé le président du parti, Jörg Meuthen dans une interview : « *Il ne doit y avoir aucun parti dans le parti, alors que l'Aile se développe de plus en plus. Il était absolument nécessaire d'agir dans ce domaine* ». Or c'est L'Aile qui apporte les suffrages et qui dispose des cadres et militants les plus déterminés. Du coup, l'Afd, qui a coupé la branche sur laquelle elle était assise, est en chute libre dans les sondages. Alors qu'ils caracolaient à près de 20 % dans certains sondages, les voici qui tombent à 12 %. Décidément, la bêtise des « *Modérés, modérément courageux* », que dénonçait Abel

Bonnard dans son maître-ouvrage, *Les Modérés*, est insondable...

CHASSONS VOLTAIRE DU PANTHÉON !

Le site *Egalité et Réconciliation* d'Alain Soral s'amuse à relayer une pétition (pour rire) adressée à Emmanuel Macron, exigeant que Voltaire soit chassé du Panthéon, par respect pour Simone Veil. On redécouvre en effet avec horreur ce que nous savions déjà : Voltaire était un furieux antisémite. N'a-t-il pas écrit : « *Vous ne trouverez en eux qu'un peuple ignorant et barbare, qui joint depuis longtemps la plus sordide avarice à la plus détestable superstition et à la plus invincible haine pour tous les peuples qui les tolèrent et qui les enrichissent* » ?

Commentaire de l'auteur de la pétition : « *Cette citation de Voltaire à propos du peuple juif est intolérable. Nous ne pouvons accepter la présence d'un antisémite forcené au Panthéon aux côtés de Simone Veil*. » Curieusement, ni le Crif, ni la Licra ne se sont associés à cette démarche courageuse. En attendant, ceux qui veulent en savoir plus sur la haine antisémite de Voltaire liront le livre *Voltaire antisémite* paru aux éditions *Kontre Kulture*.

CHLOROQUINE : UNE "ÉTUDE" BIEN FANTASISTE

Le très controversé Professeur Didier Raoult, l'« inventeur de la chloroquine », a connu son heure de gloire avec la visite de trois heures du Président de la République (qui le consulterait beaucoup, lui demanderait conseil et ferait grand cas de ses avis) en son Institut, à Marseille. Raoult partage une qualité éminente avec Manuel Valls : leurs femmes ou ex-femmes sont juives, celle de l'ultra-sioniste Raoult étant de surcroît psychiatre, et tous deux ont manifesté leur attachement indéfectible à Israël. Raoult mérite donc, *a priori*, le respect. Une « *étude* », largement reprise, semble confirmer l'efficacité du traitement. Des journalistes, des personnalités politiques, des économistes qui, vu leur statut, sont forcément compétents en infectiologie, tonitruent péremptoirement, à l'image d'Alain Houpert, sénateur Les Républicains, que, selon une étude américaine, « *6 000 scientifiques de 30 pays concluent que l'hydroxychloroquine est la plus efficace contre le Covid-19*. »

Mais que dit vraiment cette « *étude* » qu'ils mettent en avant ? L'article a paru dans le *Washington Times*, quotidien conservateur fondé dans les années 1980 par les membres de l'Eglise de l'unification, plus connue sous le nom de secte Moon. Il ne s'agit en fait aucunement d'une étude scientifique, mais d'un sondage où la chloroquine n'est plébiscitée que par 37 % des médecins sondés. A y regarder de plus près, les sondés accordent presque autant leurs faveurs à d'autres traitements : les antibiotiques (32 %) et les analgésiques (31 %). voire à une autre solution thérapeutique radicale : ne rien faire (32 %). Notons que seuls 2 171 sondés sur 6 227 ont répondu. Soit 34,9 % de l'échantillon. En d'autres termes, la signification de cette « *étude* » qui n'est rien d'autre qu'un sondage, est parfaitement nulle. Nous en saurons peut-être davantage fin avril avec les résultats du vaste programme européen d'essais cliniques, baptisé « *Discovery* », qui teste actuellement l'hydroxychloroquine, ainsi que trois autres traitements, auprès de 3200 patients gravement atteints en Europe, dont 800 en France, si on nous dit toutefois la vérité. En tout cas, la controverse semble loin d'être close.

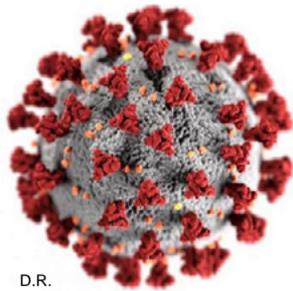


(Dessins de Chard)

Robert SPIELER.

Coronavirus et crise économique mondiale

LE CORONAVIRUS, artificiel ou naturel, est, dès sa propagation, devenu une arme de destruction massive de l'économie. Démarrant en Chine, au cœur de la machine industrielle mondiale qui approvisionne en bonne partie la planète, la récession a été quasi-instantanée, d'abord dans l'Empire du milieu, puis en Asie du Sud-Est, et en Europe.



D.R.

Cet effet domino a révélé au monde entier un des nombreux effets pervers de la globalisation, du système de libre-échange qui a, non seulement, délocalisé l'appareil industriel occidental vers l'Est, appauvrissant les peuples européens, mais a mis l'Europe en situation de dépendance, comme on l'a récemment constaté avec la pénurie de masques. S'ajoute à cela la libre circulation des capitaux qui menace toutes les économies nationales devant une future explosion de la bulle financière. Pour couronner le tout, l'idéologie du libre-échange qui domine toujours les politiques du Vieux Continent, permet aux personnes, et donc aux virus, de circuler et de se répandre de façon exponentielle.

Nous sommes en train de subir et de constater l'indéniable échec complet de la globalisation économique.

LES PAYS PROTECTIONNISTES SURVIVRONT

Le gouvernement chinois a pratiqué une politique radicale de mise en quarantaine, mais exclusivement circonscrite à la région de Hubei, épice de l'épidémie. Contrairement au régime français, les Chinois, comme les Coréens du Sud, parallèlement au confinement, ont dépisté et soigné massivement les malades.

Dans un entretien accordé au *Figaro* et publié le 13 mars 2020, Christophe Barraud, chef économiste chez Market Securities, confirmait que la Chine — après avoir endigué le virus par des moyens drastiques — a redémarré, fin février, son appareil industriel.

C. Barraud expliquait qu'en Chine « 80 à 90 % des entreprises d'État ont remis en route leurs lignes de production à partir de fin février, même si elles ne tournent pas forcément à 100 % de leurs capacités. Les petites entreprises sont plus lentes : elles n'étaient que la moitié à avoir redémarré début mars. Mais on observe beaucoup de signaux positifs qui témoignent de la reprise de l'activité. C'est le cas par exemple du Tom-Tom Index, qui traque le trafic routier. Les migrations internes à la Chine ont nettement repris, le trafic maritime aussi. Et les images satellites montrent clairement un retournement depuis la deuxième quinzaine de février. »⁽¹⁾

La Suède, par exemple, refuse de confiner sa population. Les autorités sanitaires se limitent à des recommandations

simples. Et il n'y a eu au total que 250 morts entre le début de l'épidémie et le 8 avril. L'économie suédoise continue à fonctionner, les restaurants restent ouverts, de même que les salles de sport.

En vérité, les pays pratiquant le confinement total sont ceux qui sont soumis aux politiques préconisées par les institutions internationales aux ordres de l'oligarchie bancaire.

CORONAVIRUS : UNE ARME POUR PLUMER LES ÉPARGNANTS

Les dirigeants français, quant à eux, ont mis à l'arrêt le pays entier, confiné 67 millions de personnes, sans dépistage systématique, enjoignant aux malades de rester chez eux jusqu'à ce que la maladie s'aggrave.

Le résultat : l'économie du pays est en cours de destruction, et pour compenser, l'État français va encore emprunter aux banques privées, endettant la population française jusqu'à sa mise en péonage au service des créanciers. Raison pour laquelle le gouvernement français a profité de l'état d'urgence sanitaire pour "assouplir", ou plutôt accélérer, la destruction du code du travail⁽²⁾.

Durant cette crise sanitaire, le CAC 40 a perdu en un mois plus de 37 % par rapport à son plus haut niveau, atteint le 19 février. Le PDG de la société de gestion Cholet Dupont a déclaré : « C'est la première fois qu'une crise sanitaire est à l'origine d'une crise financière. On va dans l'inconnu. »⁽³⁾

Les portefeuilles d'actions où les fonds détenus par les particuliers enregistrent des pertes de 20 à 40 % depuis le début de l'année se sont amincis.

La chute des marchés va affecter une partie de l'épargne des Français via l'assurance-vie qui est leur placement le plus important : 1789 milliards d'euros d'encours. Les quatre derniers mois de 2019, précédant le coronavirus, les banquiers et assureurs ont incité les Français à privilégier les supports investis en Bourse, dans le cadre de l'assurance-vie. Ces supports boursiers ont représenté près de 35 % de la collecte, d'après les chiffres de la Fédération française de l'assurance. Un niveau d'investissement boursier des particuliers français qui a nettement progressé, alors que le krach boursier approchait.

Dans un communiqué publié le 10 mars 2020, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution observait : « Les clients sont de plus en plus souvent incités à orienter tout ou partie de leur épargne en assurance-vie vers des supports en unités de compte plutôt que vers des supports en euros. »

La chute des marchés pourrait pousser les épargnants à investir sur des produits dont le capital est "garanti", comme les fonds en euros. Mais ce fonds, constitué à 80 % d'obligations d'État ou d'entreprises, pourrait être également touché par la crise actuelle. Si les taux restent bas, ses rendements diminueraient également. S'il y a une crise des dettes dans la zone euro, les particuliers pourraient retirer tout ou partie de leur épargne.

Le journal *Le Monde* affirme que « la crise des marchés va avoir des conséquences durables sur les économies des Français. Ils pourraient continuer à faire

gonfler leur épargne dite de précaution : les sommes placées sur les comptes courants ou conservées en liquide atteignaient 603,8 milliards d'euros, fin septembre 2019, quasi deux fois plus qu'il y a dix ans, selon les derniers chiffres de la Banque de France. »

Et cette épargne est convoitée par les banquiers. En 2013, le FMI a établi un rapport sur les finances publiques et qui posait, encore une fois, le problème de la soutenabilité des dettes des États "avancés" : l'Europe, les États-Unis, le Japon. Et pour régler ce "problème", le FMI a proposé un prélèvement « une fois pour toutes » sur l'épargne privée pour réduire la dette publique.

Les économistes du FMI ont fait un calcul pour 15 pays de la zone euro dans leur rapport : « Les taux de taxation nécessaires pour ramener les ratios de dettes (par rapport au PIB) à leur niveau de la fin 2007 nécessiteraient une imposition d'environ 10 % sur tous les ménages disposant d'une épargne nette positive. »⁽⁴⁾

Et il y a eu des précédents. Confrontée à une grave crise financière en 1992, l'Italie voyait sa dette publique frôler les 120 %. Le gouvernement a choisi une solution de choc, en faisant du désendettement sa priorité afin de rentrer *in extremis* dans les critères de Maastricht.

Le socialiste Giuliana Amato a fixé le taux de 0,6 % sur l'ensemble des dépôts italiens positifs. À l'arrivée quelque 15 milliards d'euros ont été prélevés.

« Il y a eu un travail d'explication en amont. La mesure n'était pas considérée comme confiscatoire, mais comme un effort collectif nécessaire pour assainir les finances du pays » analysait le cabinet Weave dans *Le Monde* en mars 2013⁽⁵⁾.

Pourtant, « le traumatisme a été tel qu'aucun politicien ne s'y est risqué une seconde fois », expliquait *Galileo Global Advisors* à la même époque dans *Challenges*⁽⁶⁾.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, interrogé à l'époque sur l'éventuelle taxation de l'épargne des Français, avait répondu : « en théorie c'est possible, mais notre rôle est de faire en sorte que cela n'arrive jamais »⁽⁷⁾.

LE PROJET DES BANQUIERS POUR LES PLUS PAUVRES

Pour les classes inférieures, le projet, c'est l'esclavage. La destruction des PME et de l'emploi, compensé par un revenu universel minimum pour les maintenir dans la survie.

Et le coronavirus est là encore le prétexte tout trouvé pour imposer ce « revenu universel » aux États-Unis et en Europe. Ce revenu minimum et universel était d'ailleurs une des propositions du candidat socialiste, Benoît Hamon, à l'élec-

4. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/10/09/20002-20131009ARTFIG00524-le-fmi-propose-une-supertaxe-sur-le-capital.php>

5. https://www.lemonde.fr/economie/article/2013/03/19/taxe-sur-les-depots-bancaires-les-precedents-italien-et-norvegien_1850289_3234.html

6. https://www.challenges.fr/economie/la-zone-euro-prend-un-virage-serre-achypte_221850

7. https://www.huffingtonpost.fr/2013/10/10/fmi-taxe-epargne-patrimoine-dette-italie-chypte_n_4075757.html

tion présidentielle de 2017 en France⁽⁸⁾. Au Royaume-Uni, 170 parlementaires de différents partis ont adressé le 19 mars dernier une lettre au gouvernement britannique, lui demandant de mettre en place un « revenu universel d'urgence » le temps de la pandémie⁽⁹⁾.

Le gouvernement espagnol a annoncé, par la voix de sa ministre de l'Économie Nadia Calvino, la mise en place dès que possible d'un « revenu vital minimum » pour combattre les répercussions économiques causées par la pandémie. Mais cette mesure pourrait être adoptée « de manière générale et permanente »⁽¹⁰⁾.

En Allemagne, le ministre social-démocrate des Finances, Ola Scholz (SPD), envisage de dégager des fonds "illimités" (jusqu'à 150 milliards d'euros), pour "amortir" les répercussions économiques "causés" par la pandémie.

Le journal le *Frankfurter Rundschau* préconisait le 20 mars l'instauration d'un revenu de base, d'un montant de 1 000 euros par mois sur une période de six mois. Et le *Frankfurter Rundschau* d'ajouter : « L'État devrait se saisir de l'opportunité pour introduire le revenu universel à l'échelle de tout le pays. »⁽¹¹⁾

En France, alors que le gouvernement "assouplit" le code du travail, le revenu universel est proposé sur la plateforme « Le jour d'après »⁽¹²⁾, lancée le 4 avril 2020 par une soixantaine de députés — notamment LREM⁽¹³⁾ — où les Français sont invités à présenter leur vision du monde d'après la crise pour un monde plus "durable".

Un monde de la dictature bancaire universelle.

Jean TERRIEN.

8. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/03/15/qui-beneficiera-t-il-du-revenu-universel-de-benoit-hamon_5094563_4355770.html

9. <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/coronavirus-universal-basic-income-uk-mps-lords-boris-johnson-a9413046.html>

10. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-04-05/spanish-government-aims-to-roll-out-basic-income-soon>

11. <https://www.courrierinternational.com/article/vu-dallemagne-coronavirus-le-revenu-universel-cest-maintenant>

12. <https://lejourdupres.parlement-ouvert.fr/>

13. https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-une-cinquantaine-de-parlementaires-lance-une-consultation-pour-preparer-le-jour-et-le-monde-d-apres_3897913.html

1. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-seul-moyen-pour-controler-l-epidemie-c-est-de-tuer-l-economie-20200313>

24^e VIDÉO RIVAROLIENNE : "MACRON, CORONAVIRUS..."

La 24^e vidéo rivarolienne, celle de février-mars 2020, a été mise en ligne à la mi-mars. Intitulée « *Macron, Coronavirus, Mila, Fillon, RN, Holeindre, crise de la presse* », cette vidéo de Jérôme Bourbon peut être visionnée sur notre chaîne Youtube Hebdomadaire RIVAROL ou en page accueil de notre site rivarol.com.

La prochaine vidéo, celle d'avril, devrait être mise en ligne ces jours-ci.

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courrier électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

- Trois mois : 40 €
- Six mois : 70 €
- Un an : 125 €
- Deux ans : 215 €
- Soutien 1 an : 175 €
- Propagande 1 an : 210 €
- A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Écrits de Paris*)
- Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
- Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
- Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Écrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.

Paiement possible par Paypal depuis le site : boutique-rivarol.com ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSSTR PPPAR

Le docteur Dor ne verra pas se réaliser le nouveau songe d'Attali

JE VOUDRAIS, si vous m'y autorisez, chers lecteurs, commencer cet article en rendant hommage au docteur Xavier Dor. Jérôme Bourbon nous a appris sa mort, le 4 avril, dans le dernier RIVAROL, en termes très justes et particulièrement vigoureux comme il convenait pour évoquer un « combattant d'exception » que les condamnations des tribunaux de la république n'empêchèrent jamais de clamer, à temps et à contretemps, que tuer un enfant dans le sein de sa mère est un « crime contre Dieu », un acte abominable, la pire des barbaries. Je n'ai rien à ajouter à l'éditorial de notre directeur, mais je voudrais seulement confier quelques souvenirs personnels.

Je n'oublierai jamais la première visite dont le docteur Dor m'honora dans mon bureau de l'Action française. C'était dans les années 1986, il venait de fonder l'association SOS-Tout Petits, et il préparait une manifestation devant et à l'intérieur d'un hôpital où se pratiquaient des IVG, avec la ferme volonté de dissuader des candidates à l'avortement d'aller jusqu'au bout de leur projet dont elles regretteraient toute leur vie les conséquences dramatiques. Pendant qu'il m'exposait ses raisons que je connaissais et approuvais déjà, j'étais subjugué par son regard plein de bonté, sa parole si entraînante et son sourire angélique, reflet d'une âme de feu.

Je n'eus aucun mal à trouver quelques amis, notamment des jeunes, pour se joindre à la manifestation, et il m'en fut d'une reconnaissance infinie. Quand l'intrépide docteur fut condamné au nom de la loi Neiertz contre ce qu'elle appelait les « commandos anti-IVG », *L'Action Française* publia un dessin de notre ami Ignace montrant bien la stupidité de cette loi qui instituait le « délit d'entrave à l'IVG » : on y voyait deux prisonniers, l'un disant : « Je suis ici parce que j'ai tué un enfant », l'autre lui répondant : « Moi, c'est parce que j'en ai sauvé un » ! Puis l'Institut d'Action française trouva une salle où tenir ses conférences mensuelles dans un café-brasserie boulevard du Montparnasse, non loin de chez le docteur Dor, lequel devint, avec sa charmante épouse, l'un de mes auditeurs les plus assidus. À chaque fois, il me remerciait pour l'aide, pourtant bien modeste, que je lui avais apportée lors de ses premières manifestations pour la vie.

Je publiai dans les colonnes de *L'AF*, de nombreux et riches entretiens avec lui, qui m'offrirent ainsi l'occasion de mieux connaître la gentillesse et la vaste culture de cet embryologiste et chercheur particulièrement distingué. Le nombre des amis d'AF participant aux prières qu'il orga-

nisait pour le repos de l'âme des tout-petits industriellement massacrés, ne cessait de croître, tandis que le docteur Dor ne manquait jamais d'assister à nos banquets annuels d'Action française.

Il est mort le premier samedi du mois (une grande grâce de la Vierge Marie dont il était un dévot !) et a été inhumé en province le Vendredi Saint, le jour de la mort du Christ en Croix. Un vieil ami de la région nantaise me fait remarquer qu'à sa mort, avant de rejoindre son Père, le Christ visita les Limbes, puis mon ami ajoute cette réflexion profonde : « Ce sera, je pense, la grâce réservée au docteur Dor de visiter, lui aussi, les Limbes, apportant du bonheur à l'âme des enfants sacrifiés avant de rejoindre le Paradis. Puisse-t-il intercéder aussi pour nous et nous venir en aide. Prions pour lui, prions-le. » Je ne pouvais trouver une meilleure manière de conclure cet hommage.

L'EGO-ALTRUISME, FAÇON JACQUES ATTALI

S'il est une chose que le docteur Dor n'aura pas vécue, c'est bien l'avènement de la « société altruiste », façon Jacques Attali, qui l'eût révolté, car c'est de cette autre calamité que nous sommes menacés après le coronavirus et le confinement. Il suffit de lire sur internet (www.attali.com) comment le vieux conseiller de plusieurs présidents et l'ami d'Emmanuel Macron envisage l'avenir pour comprendre à quelle sauce les gens du Nouvel Ordre Mondial entendent nous manger... « Il faut aller vers une société altruiste », affirme Jacques Attali, c'est-à-dire vers une société dans laquelle nous savons que « nous sommes tous des êtres fondamentalement altruistes, prêts à donner ce que nous avons de plus important, pour le bonheur d'autrui, quand nous y trouvons notre raison d'être. Cette hérédité explique sans doute aussi notre mélancolie intrinsèque : nous savons que ce n'est que par le sacrifice que nous pouvons trouver la pleine réalisation de ce que nous sommes. »

Si je comprends bien, être altruiste, c'est recueillir les leçons de l'infâme confinement et accepter, sous le joug de la peur, de sacrifier plusieurs de nos libertés fondamentales, dont la première : celle d'aller et venir, pour que nos semblables ne soient pas contaminés et pour que, du même coup, nous ne le soyons pas nous-mêmes. Il s'agit donc d'un égoïsme réciproque, comme si le



bien de tous était dans la conjugaison des égoïsmes : je fais à autrui ce que j'attends qu'il me fasse à son tour et qui est ce que je juge le meilleur pour moi. Tout est donc guidé par MON intérêt personnel.

Là se pose une question : qui arbitrera entre tous ces égoïsmes ? Bien évidemment, ce sera l'État, qui sortira une fois de plus de sa mission régaliennne pour se faire éducateur, voire professeur de morale (fonction caricaturale qui va très bien à Emmanuel Macron...) Assurer la survie de l'égoïsme de chacun au lieu de gérer le bien commun est d'ailleurs le rôle de l'État dans la philosophie des Droits de l'Homme. L'État pourra ainsi poursuivre sa fausse mission de créer un *homme nouveau*, sans enracinement, ni transcendance, car ce monstre que sera l'ego-altruisme aura, comme les Droits de l'Homme, pour caractéristique, de demeurer lourdement à ras-de-terre. L'ego-altruisme ne remet pas en cause le venin libertaire de 1789, qui restera, pour parler comme Auguste Comte, une « insurrection de l'individu contre l'espèce ».

Revenons sur la pandémie et le confinement macronien. L'ego-altruisme qui consiste à rester chez soi pour protéger ses semblables désincarnés n'a rien de particulièrement héroïque, le personnel des hôpitaux qui s'expose chaque jour au danger est autrement plus admirable ! L'on aurait attendu du clergé qu'il bravât les interdictions de circuler en organisant, durant la Semaine sainte, de belles et ferventes processions. Si la police de Macron avait osé tirer sur ces cortèges, peut-être serait apparu le vrai visage de leur république et l'explication finale, attendue depuis plus de deux cent vingt ans, aurait alors permis de faire enfin triompher les droits de Dieu... Nul doute que la Vierge Marie, Mère de Dieu et Reine de France, aurait alors terrassé le coronavirus comme elle écrasa la tête du Démon-tentateur...

LE VRAI SENS DU SACRIFICE

Ne nous laissons pas leurrer par l'apparence prêchi-prêcha du discours attalien : il n'y a pas, dans ce qu'il dit, l'ombre du moindre principe religieux. Même quand il parle de sacrifice, cela ne signifie nullement le don de soi gratuit, par amour du prochain concret, dont le modèle est le sacrifice, ce Vendredi saint, de Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui a tant aimé les hommes qu'Il a donné sa vie sur la croix pour les délier des chaînes du péché et pour pouvoir un jour les accueillir dans la vie éternelle ! Le « sacrifice » de Jacques Attali ne sera jamais autre chose que la froide obéissance à un règlement administratif avec sanctions pécuniaires pour les récalcitrants.

Les obligations auxquelles nous serons contraints par la société ego-altruiste ne seront pas de celles qui élèveront l'homme au-dessus de lui-même. Comme notre

condamnation au confinement a été dictée par la peur panique et bien exagérée du coronavirus et maintenue si longtemps (on n'en voit toujours pas la fin...) par des amendes culpabilisant les personnes qui sortent quand même, il faut s'attendre à ce que s'abattent sur nous des interdictions de sortir pour ne pas polluer l'air, ou des obligations de se vêtir de telle ou telle façon chez soi ou sur son balcon, ou d'éteindre ses lampes à telle heure du soir, tout cela sous de beaux et hypocrites prétextes écologiques ou d'économies, ou selon le fameux principe de précaution. Les hommes politiques ne seront jamais à court d'idées pour trouver des motifs d'amendes pour incivilités. Il sera de plus en plus difficile d'être un « bon » citoyen. Cela a commencé dans les années 1970 avec l'obligation du port de la ceinture de sécurité en voiture, cela continue avec de tatillonnées limitations de vitesse ; à quand le casque obligatoire dans la rue ?

La société ego-altruiste ne tiendra pas plus debout qu'un château de cartes. Pour tenter de la consolider, on nous traquera à chacun de nos pas ; les téléphones portables et les GPS des voitures seront des outils bien utiles d'assignation à résidence sous contrôle électronique dès la sortie du confinement par étapes, par âge notamment. Les mondialistes n'ont pas peur de s'inspirer, en matière de traquage, du comportement du gouvernement marxiste-léniniste chinois.

POUR ATTALI, L'ENNEMI, C'EST LE VIEUX !

On se demande pourquoi Jacques Attali se creuse tant la tête pour chercher comment vivre l'après-confinement. Sera-t-il encore de ce monde ? On se souvient de certains de ses propos inadmissibles à ce sujet : « Dès qu'on dépasse soixante-soixante-cinq ans, l'homme vit plus longtemps qu'il ne produit et il coûte cher à la société. » Or Jacques Attali, né en 1943, a mon âge : soixante-dix-sept ans, soit douze de plus que la limite qu'il fixait à la vie d'un vieillard en 1981. Pourquoi, s'il est logique avec lui-même, ne se prépare-t-il pas au grand départ ?

Plus clair est ce propos : « Je crois que, dans la logique même de la société industrielle, l'objectif ne va plus être d'allonger l'espérance de vie, mais de faire en sorte qu'à l'intérieur même d'une durée de vie déterminée, l'homme vive le mieux possible mais de telle sorte que les dépenses de santé seront le plus réduites possible en terme de coûts pour la collectivité. Alors apparaît un nouveau critère d'espérance de vie : celui de la valeur d'un système de santé, fonction non pas de l'allongement de l'espérance de vie, mais du nombre d'années sans maladie et particulièrement sans hospitalisation. »

Et voici en quoi cet homme est dangereux : « L'euthanasie sera un des instruments essentiels de nos sociétés futures dans tous les cas de figures. Dans une logique socialiste, pour commencer, le problème se pose comme suit : la logique socialiste c'est la liberté, et la liberté fondamentale, c'est le suicide ; en conséquence, le droit au suicide direct ou indirect est donc une valeur absolue dans ce type de société. Dans une société capitaliste, des machines à tuer, des prothèses qui permettront d'éliminer la vie lorsqu'elle sera trop insupportable ou économiquement trop coûteuse, verront le jour et seront de pratique courante. Je pense donc que l'euthanasie, qu'elle soit une valeur de liberté ou une marchandise, sera une des règles de la société future. ⁽¹⁾ »

Avec cela, Jacques Attali est l'un des plus farouches partisans de l'avortement. Donc il travaille de toutes les façons à dépeupler la France et à l'avilir. Comment, alors, peut-il se permettre de lui donner des conseils pour l'avenir ? Qu'il se taise !

Michel FROMENTOUX.

1. Extrait de l'interview de Jacques Attali publié par Michel Salomon dans *L'avenir de la vie*, Seghers, 1981.

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et

www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Écrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site www.boutique-rivarol.com ou prévenez-nous en envoyant un courriel).

ETRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Éditions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPAR)

La mise en place inattendue d'un gouvernement d'union nationale dans l'entité sioniste

LA VIE politique sioniste, très animée, est marquée par un grand éclatement de la scène politique, et ce depuis les années 1980 au moins. Cet éclatement est causé par le mode de scrutin, avec un seuil de représentation bas des listes nationales à 3,25 %. Il ne faut pas tirer de ce fait des conclusions définitives sur un éclatement de la société sioniste, présent et à venir, et encore moins gloser sur une fin prochaine de l'Entité ; avec un tel mode de scrutin, le résultat serait exactement le même en France, ou dans la plupart des pays du monde. En outre, une complication vient du fait que les 15 % réalisés régulièrement par la liste unie des partis arabes excluent 15 % des députés, ou à peu près, de toute formation de coalition sioniste possible, que ce soit par une exclusion de principe des sionistes ou auto-exclusion des Arabes — refusant de collaborer aussi, de leur point de vue symétrique —.

La vie politique sioniste est structurée autour de deux grands partis, et deux hommes politiques, la droite sioniste du Likoud de Netanyahu, Premier ministre sortant, et le centre sioniste du parti Bleu-Blanc (couleurs du drapeau sioniste, équivalent exact de bleu-blanc-rouge en France) de Gantz. Lors des troisièmes élections législatives successives en quelques mois, le 2 mars 2020, Netanyahu, Premier ministre sortant, l'a emporté avec un léger avantage en nombre de sièges sur Gantz, sans pour autant disposer d'une vraie majorité, avec 58 sièges sur 120, même en rassemblant tous les petits partis de la droite religieuse, ou de l'extrême-droite. Telle aurait été malgré tout la logique politique.

Netanyahu a donc fini par engager le processus de formation d'un gouvernement disposant, du moins en principe désormais, d'une majorité à la Knesset. En effet, il ne s'agit pas d'un gouvernement minoritaire, chose attendue par beaucoup d'observateurs, mais d'un gouvernement majoritaire d'union nationale, grâce à un accord politique totalement inattendu avec son adversaire principal, Gantz !

DES MANŒUVRES POLITIQUES COMPLEXES

Avant d'en arriver là, il y a quelques semaines, avant la crise du coronavirus dans le monde et dans l'Entité Sioniste, soit une configuration générale déjà bien différente, Gantz avait affirmé, après les élections, nonobstant son échec électoral manifeste et l'arithmétique des groupes parlementaires, être capable de mener une coalition contraire à Netanyahu en rassemblant avec Blanc-Bleu la gauche sioniste — à son plus bas niveau historique — et la droite radicale laïque sioniste de Yisrael Beytenu de Liberman. Il aurait été plus logique pour cette droite radicale, très raciste envers les Arabes, de s'associer à Netanyahu ; mais Liberman déteste viscéralement Netanyahu — avec quelques arguments politiques, dont l'honnêteté douteuse du personnage — et une rancune historique contre le Likoud, dont il avait été un dissident au milieu des années 1990. Cette coalition alternative de Gantz aurait rassemblé ainsi moins de voix que celles de Netanyahu à la Knesset.

Toutefois, après avoir juré sur la Torah de refuser absolument toute voix arabe, Gantz aurait été prêt à accepter un vote en sa faveur de la liste arabe à la Knesset, sans participation gouvernementale ni même accord politique. Cette addition tactique de voix à la Knesset aurait permis tout juste de rassembler 61 voix sur 120, seuil permettant la formation d'un gouvernement Gantz dit majoritaire. Les députés arabes ont été vraiment tentés de voter ainsi, non pas par sympathie pour Gantz, absolument pas, et certes dans une certaine mesure pour éliminer leur bête noire Netanyahu, mais surtout pour semer une zizanie formidable au sein de la classe politique sioniste. Toute la droite sioniste ou presque aurait été particulièrement remontée contre la "trahison" de Gantz, et il y aurait eu probablement des défections, peut-être significatives, au sein de son propre parti. Et il

aurait suffi de 2 défections pour faire échouer la manœuvre, éventualité très possible, sinon probable. Les députés, élus sur un scrutin de liste au nom de leur parti, sont dans les faits libres de leurs votes et pratiquent relativement souvent des scissions. Ces dernières sont balayées et aux élections suivantes dans plus de 90 % des cas, mais peuvent de façon immédiate perturber encore davantage la vie politique à la Knesset.

Le président sioniste, Reuven Rivlin, est intervenu à de multiples reprises dans cette crise politique. Rivlin est issu du Likoud, mais n'apprécie pas forcément beaucoup Netanyahu ; il a été élu pour 7 ans en 2014. Son rôle reste surtout symbolique en principe, mais il tend dans ce contexte de paralysie institutionnelle à s'investir de plus en plus dans le jeu politique. Après avoir explicitement favorisé l'idée d'un gouvernement Gantz, y compris grâce à un vote des députés arabes, le 16 mars, il a poussé le 26 mars à la formation d'un gouvernement d'union nationale sioniste, afin de faire face à la crise sanitaire du coronavirus.

L'entité sioniste a adopté des mesures de confinement semblables à la France, avec en plus une vraie fermeture des mosquées et synagogues, choses concrètement inenvisageables en France. Conséquence de ces strictes mesures sanitaires, il y a eu immédiatement un effondrement complet de l'économie. Ancien pays demi-socialiste de 1948 aux années 1980, l'entité sioniste est devenue un pays ultralibéral. Plusieurs millions de travailleurs, qui ne sont pas salariés, et ne disposent donc d'aucune des garanties des salariés, passent donc directement de l'activité, désormais impossible pour la plupart, au chômage. A la fin mars 2020, le chômage a été de 22 %, contre 4 % il y a quelques mois ! Aujourd'hui, ce taux serait à plus de 30 %, mais il n'y a plus de communication officielle à ce sujet, signe de l'ampleur de la débâcle économique. A l'urgence sanitaire s'ajoutent donc à l'évidence, voire surtout — car le nombre de morts est resté réduit pour l'instant —, l'urgence économique et sociale. Ainsi s'expliquent pleinement les revirements du président Rivlin et de Gantz.

UN ACCORD DE PRINCIPE À LA CONCRÉTISATION DIFFICILE ?

Netanyahu, disposant désormais en principe d'une majorité indiscutable, a donc logiquement formé un nouveau gouvernement le 26 mars, ou du moins son ébauche. Netanyahu a bénéficié aussi, chose difficilement dicible en ces temps d'unité nationale affichée, et souhaitée par la majorité de la population, du gel de l'activité judiciaire — il est poursuivi dans de nombreuses affaires —, pour plusieurs semaines, voire plusieurs mois, pour motifs sanitaires. Il pourrait profiter de ce répit pour faire voter une loi d'amnistie en sa faveur, en l'enrobant dans une mesure générale — vidant en partie les prisons pour motifs sanitaires là encore —, selon un soupçon assez répandu en Israël. Ses adversaires les plus acharnés espèrent au contraire le faire condamner — à l'inéligibilité, et donc l'empêcher de redevenir Premier ministre — par la Cour Suprême, qui siège en permanence au nom de la continuité de l'État ; mais les chances d'y parvenir seraient minces, la Cour Suprême ne pouvant pas condamner *a priori* un individu supposé innocent jusqu'à ses condamnations judiciaires définitives.

Il reste encore à répartir les postes de ministres du futur gouvernement Netanyahu, ce qui prendra encore plusieurs jours, sinon quelques semaines, et cela dépend notamment de l'ampleur de la majorité parlementaire finale. Tous les partis sionistes, à l'exclusion seule des arabes donc, ont été invités à ce gouvernement d'union nationale. La plupart ont accepté, mais pas tous. L'heure est ainsi à l'union nationale

sioniste, et plus aux manœuvres politiques tordues, du moins en principe. Gantz a fini par en convenir, et ce, en quelques jours, avec une facilité déconcertante. Gantz est manifestement une girouette en politique, car il avait bien sûr refusé solennellement depuis des années et des années tout accord avec le Likoud tant que Netanyahu en serait le chef, et *a fortiori* avec un Netanyahu chef du gouvernement. Beaucoup de citoyens sionistes s'affirment désabusés : il y aurait eu moyen de faire l'économie de deux ans de crise politique permanente, s'il est finalement

possible de s'entendre avec un peu de bonne volonté !

S'il y a eu un accord de principe relativement rapide, les modalités concrètes ont posé bien davantage de difficultés. Netanyahu tient son parti, et à peu près ses alliés de la droite religieuse. Mais Gantz ne tient pas son parti, au bord de la scission, et pas du tout ses alliés de gauche. Ces derniers ne cessent de se déchirer entre partisans et adversaires de cette union nationale ; comme ils sont peu nombreux, la presse sioniste détaille les positions nom par nom. Nous épargnerons cet appel nominal à nos lecteurs, surtout que des revirements restent fort possibles.

Paradoxalement, cela est parfaitement normal. Une durée d'un mois paraît un minimum dans les traditions politiques des dernières décennies dans l'entité sioniste pour former un gouvernement. Il ne faut certes pas exclure totalement un échec final de beaucoup de ces négociations. Mais Netanyahu devrait quand même réussir à finir par former un gouvernement avec à peu près toute la droite — sauf les laïques acharnés de Liberman —, une grosse partie du centre, voire aussi une petite partie de la gauche, ce qui lui suffira largement à atteindre bien plus que les 61 sièges requis, probablement autour de 75 ou 80.

UN ACCORD POLITIQUE NETANYAHOU-GANTZ QUI TIENDRA ?

Il y a donc eu un accord politique entre Netanyahu et Gantz. Netanyahu serait reconduit comme chef du gouvernement, tandis que Gantz serait élu à la présidence du parlement. Puis, en septembre 2021, Netanyahu céderait son poste à la tête du gouvernement à Gantz. Beaucoup d'observateurs doutent de cette transition harmonieuse prévue pour septembre 2021. Une échéance fixée à 18 mois est particulièrement longue dans la vie politique sioniste, animée et changeante habituellement, surtout que le jeu politique habituel reprendra dans quelques semaines, ou quelques mois au plus, après la fin de la crise du coronavirus.

En outre, Netanyahu n'est pas réputé pour tenir ses promesses, dans une classe politique sioniste particulièrement habituée de façon générale aux revirements et trahisons politiques multiples. Sur ce plan, Netanyahu n'est que dans la moyenne des hommes politiques sionistes de premier plan, mais cela suffit à faire douter fortement du respect de cet accord en septembre 2021. Enfin, la parti Blanc-Bleu existera-t-il encore en septembre 2021 ? L'opposition frontale à Netanyahu a servi, si l'on ose dire, de fond doctrinal à un parti en étant dépourvu — et affichant sinon un patriotisme sioniste absolument consensuel dans l'Entité — ; aussi, cet accord a-t-il été particulièrement mal pris par la base électorale et bon nombre de députés de Blanc-Bleu.

Des scissions de Blanc-Bleu sont particulièrement à craindre, lesquelles affaibliraient Gantz et ses prétentions ; la moitié des députés du parti pourraient faire immédiatement sécession. Netanyahu conserverait sa majorité, mais Gantz devrait réduire considérable-

ment ses prétentions. En outre, cet éclatement du principal concurrent dans le jeu électoral sioniste pourrait favoriser Netanyahu et le Likoud en cas de nouvelles élections, les quatrièmes, anticipées ; impossibles politiquement dans l'immédiat, elles pourraient avoir lieu dès l'automne prochain.

De plus, les alliés pressentis jusqu'ici de Gantz ont refusé de participer à cette « union nationale », bien qu'invités par le président de la République et Netanyahu. Liberman ne décolère pas, et fustige l'inconstance de Gantz. La gauche sioniste, faible et divisée intérieurement, largement selon la ligne entre Travailistes — ancienne gauche socialiste de gouvernement — et Meretz — ancienne gauche socialiste anticléricale contestataire —, se dirige plutôt aussi vers un refus de participation. Liberman comme la gauche sioniste espèrent à terme récupérer nombre de voix du centre sioniste, si le parti Bleu-Blanc devait effectivement éclater. La mégalomanie de Liberman est proverbiale — il s'imagine très bien Premier ministre, et il est bien le seul — ; rien ne l'empêche de présager non plus un retour en grâce de la gauche sioniste ; sur les ruines de Blanc-Bleu pourrait émerger un nouveau parti centriste, tandis que son aile droite rejoindrait peut-être plutôt le Likoud, malgré tout. Il n'en reste pas moins, dans l'immédiat, que la coalition alternative au Likoud laborieusement élaborée par Gantz n'existe absolument plus.

Netanyahu est assurément le grand vainqueur de ces manœuvres politiques postélectorales, et ce sous couvert d'union nationale désintéressée. C'est vraiment un coup de maître, du très grand art en la matière.

QUELLES SONT LES ARRIÈRES-PENSÉES PERSONNELLES DE NETANYAHOU ?

Enfin, est agitée l'hypothèse, qui paraît surprenante, d'un départ effectif de Netanyahu, comme promis, de la tête du gouvernement en septembre 2021. Pourquoi considérer immédiatement qu'il ne tiendrait pas sa parole ? Il pourrait tenir sa promesse de se retirer comme Premier ministre à l'automne 2021, pas forcément comme promis au profit de Gantz du reste. Il ne s'agirait pas de se retirer du premier plan de la vie politique, ou de se concentrer sur ses ennuis judiciaires, mais au contraire d'être promu dans la hiérarchie politique sioniste, en étant élu président de la République. Ce dernier est en effet élu par la Knesset. Son rôle est en principe surtout symbolique, mais nul doute que Netanyahu le politiserait considérablement.

Pour les amateurs de vie politique complexe, et de coups tordus, les deux ans à venir dans l'Entité Sioniste s'annoncent passionnants. Mais il ne faut pas oublier, derrière ce théâtre politique, la réalité profonde de la poursuite de la conquête de la Palestine historique. Au-delà de la crise actuelle du coronavirus, la classe politique sioniste sait se retrouver sur ce qui constitue l'essentiel pour elle. Et il n'y a hélas, à vue humaine, aucune amélioration de leur sort à attendre pour les Palestiniens, ceux de l'Entité comme ceux de Gaza ou de Cisjordanie, ou ceux réfugiés dans les pays de la région.

Sur ce dossier essentiel, Gantz avait promis d'interdire, en toutes hypothèses, à Netanyahu de proclamer l'annexion formelle de la Vallée du Jourdain. Gantz avait estimé ne pas pouvoir cautionner ce qu'il considérerait comme une provocation gratuite et très contre-productive sur le plan international, et en particulier envers les autres Etats arabes, dont la plupart ne demanderaient qu'à collaborer avec l'entité sioniste. Cette analyse est du reste assez vraie. Cependant, confortant sa réputation de girouette, pour quelqu'un qui aurait accepté il y a quelques semaines des voix de députés arabes, Gantz ne serait plus si catégorique sur son refus de principe de l'annexion officielle de la Vallée du Jourdain.

Enfin, dans le fond, la poursuite de la réalisation du projet sioniste, Gantz est parfaitement d'accord avec Netanyahu, ainsi que les trois quarts au moins des citoyens sionistes, et les Palestiniens peuvent donc toujours s'attendre au pire.

Scipion de SALM.



Quelles perspectives politiques pour Trump face à la crise multiple ?

AU MILIEU du vacarme médiatique, aussi présent et oppressant désormais aux Etats-Unis qu'en Europe, un fait politique majeur est passé relativement inaperçu : le 8 avril 2020, le sénateur démocrate d'extrême-gauche Bernie Sanders a finalement pris prétexte de la crise mondiale du coronavirus pour se retirer de la course à l'élection présidentielle états-unienne, en arguant de la nécessité de l'unité nationale, ou du moins de celle des démocrates. Trump affrontera donc en novembre 2020 Joe Biden. Et c'est un fait politique majeur. Ainsi, du fait du désistement de son dernier concurrent, Joe Biden, âgé de 77 ans, ancien vice-président d'Obama (2009-2017), incarnant la gauche modérée, voire le "centre", représentera le parti démocrate face au président sortant républicain Trump lors des élections présidentielles, le 3 novembre 2020. Sanders aurait perdu de toute façon les primaires démocrates, d'après les comptes des délégués dès la fin mars ; et il n'y avait plus personne pour faire campagne dans les circonstances actuelles. Les partisans déçus de Sanders ont fait savoir leur désappointement : volontiers complottistes, ils ont voulu voir dans la nouvelle défaite de Sanders, après celle de 2016 face à Hillary Clinton, des manœuvres de l'appareil du parti démocrate, très hostile à son aile d'extrême-gauche. Ce point de vue est moins absurde qu'il n'y paraît. Peut-être qu'il y a eu effectivement des tri-



D.R.

cheries en faveur de Mme Clinton en 2016 ; en 2020, il y a eu vraisemblablement une manœuvre plus subtile, tout faire pour favoriser une concurrente d'extrême-gauche à Sanders lors de ces primaires, Elizabeth Warren.

Elizabeth Warren, vraisemblablement manipulée sans le savoir, a en effet pris de nombreuses voix décisives à Sanders lors de la primaire. Sans sa concurrence obstinée, Sanders aurait vraisemblablement remporté le Super-Mardi du 3 mars 2020, avec des Etats importants comme le Texas, qui lui ont échappé de peu en faveur de Biden. En outre, vexée, Warren a boudé, et n'a pas su non seulement se retirer à temps, ni appeler de façon claire à soutenir Sanders. A l'inverse, le vide a été fait assez vite dans l'aile modérée au profit de Biden, de très nombreux petits candidats se neutralisant les uns les autres, lui permettant donc de l'emporter largement dans sa famille politique, puis dans le camp de la gauche.

Il y eut aussi une démarche clientéliste efficace de Biden : les démocrates noirs, en particulier dans le Sud, ont voté en masse en sa faveur, l'adoubant comme héritier d'Obama. Sanders a fait de mauvais scores chez les Noirs. Sanders, âgé de 78 ans, a manqué la dernière chance de sa vie de participer à une élection présidentielle. Il a néanmoins tenu les propos attendus et sans ambiguïté de ralliement à Biden. De toute façon, s'il est en comparaison de Sanders modéré, Biden est effectivement de gauche, et de vraie gauche, pro-avortement, féministe, homosexueliste, immigrationniste, etc. En outre, il n'en reste pas moins que la détestation, hystérique et irrationnelle, de Trump, est telle à gauche, que l'unité du parti démocrate, au-delà de l'amertume de bien des militants de Sanders, ne fait guère de doute.

Il n'y a pour l'instant toujours aucun doute sur le fait que Trump se représentera. Les persécutions des démocrates du Congrès, sous des prétextes faibles et douteux, n'ont abouti à rien.

Après avoir nié le danger du coronavirus, Trump a pris dans ses discours la tête de la lutte contre l'épidémie aux Etats-Unis. Les médias gauchistes de deux côtés de l'Atlantique hurlent au scandale [moral], à l'incompétence, voire au cynisme ; c'est pourtant, exactement,

dans le fond, sur ce dossier, l'attitude du président Macron en France, beaucoup moins critiqué par les mêmes commentateurs. Le décalage de deux semaines s'explique par le temps d'arrivée effective du coronavirus aux Etats-Unis. Cette crise sanitaire, à l'impact final très mal connu, avec des estimations du nombre de morts allant de 1 à 10, voire 20, différence qui changerait beaucoup de choses politiquement, a déjà eu des conséquences économiques absolument fondamentales. Il y a déjà eu plus de 20 000 morts du coronavirus aux Etats-Unis, mais ce n'est pas énorme rapporté à la population des Etats-Unis, 330 millions d'habitants, et au nombre de décès annuels, de l'ordre de 2,8 millions. Mais où s'arrêtera le total ? A 50 000, 100 000, à 1 000 000 ?

Les Etats-Unis présentent, pour un pays pourtant riche globalement, de multiples facteurs de risques, dont une proportion importante de populations âgées, diabétiques, obèses, ou mal soignées du fait des coûts des soins. Le coronavirus serait particulièrement dangereux pour les personnes déjà malades ou faibles. En cas de scénario noir, l'hécatombe serait bien pire au Mexique, avec tous ces facteurs dangereux en plus prononcés — sauf le vieillissement —, mais cela ne serait pas retenu par les États-Uniens très égocentés, paradoxe bien connu pour un pays bien trop interventionniste dans le monde. Si le scénario de 100 000 morts semble crédible, il pourrait nuire politiquement à Trump, embarrassé par un tel seuil symbolique en novembre prochain. S'il était inférieur, il le mettrait au crédit de sa politique, alors qu'il n'est pas au premier rang des intervenants en cas de crise sanitaire, les vraies responsabilités étant ailleurs, surtout au niveau des 50 Etats.

Les mesures de confinement sont de plus en plus généralisées aujourd'hui aux Etats-Unis. Elles ont été imposées non pas le gouvernement Trump, mais dans l'anarchie apparente relative d'un Etat effectivement fédéral, où chaque Etat, voire chaque comté ou municipalité, imposent leurs propres règles sanitaires. De façon générale, même s'il y a eu bien sûr des exceptions dans un sens comme dans l'autre, les dirigeants politiques de sensibilité démocrate ont été parmi les premiers à imposer des mesures de confinement, et les républicains ont été plus tardifs, avec un décalage moyen d'une à deux semaines. Deux cas extrêmes sont couramment relevés, la très démocrate Californie et le très républicain Alabama — où mêmes les démocrates, surtout des Noirs, sont souvent très conservateurs et proches des Blancs républicains locaux —.

Il y aurait tout de même beaucoup à dire sur la pose "vertueuse" des démocrates. Ils sont par principe les champions de la mondialisation et des migrations, soit précisément ce qui a permis à la maladie de se répandre dans le monde entier en quelques semaines, en partant de Chine. Par hypothèse, un vrai protectionnisme, et un vrai contrôle régulier des frontières, pour les hommes et les animaux, dans la durée, auraient peut-être empêché l'épidémie de se répandre aux Etats-Unis, ou l'aurait freinée. On a pu constater du reste qu'en dépit de discours fermes, la volonté politique a souvent manqué au gouvernement Trump pour faire appliquer ces principes de bon sens, et base de son programme électoral populaire et patriotique, à la limite du nationalisme, en 2016.

Les conditions sanitaires des terres d'élection des démocrates, les quartiers populaires des grandes villes, peuplés massivement de Noirs, de Latinos, et d'individus de couleur venus du monde entier — du Pakistan au Nigeria notamment —, constituent à l'évidence des foyers d'infection redoutables ; et c'est particulièrement vrai des "ghettos", autogérés par des bandits ethniques locaux, et où la police pénètre difficilement, et sera accusée de bavure à chaque fusillade contre des criminels. Mettre en œuvre une politique sanitaire, faire respecter un confinement dans les "ghettos", relève de l'utopie.

Les démocrates accusent violemment Donald

Trump de passivité face à l'épidémie. Toutefois, même un président des Etats-Unis désireux d'agir pourrait-il faire grand-chose dans des domaines sanitaires ou de police — pour faire respecter le fameux confinement —, qui sont des droits stricts des Etats, et surtout pas du gouvernement central ?

La moindre apparence de mesure ferme, sinon autoritaire de Trump, quel que soit le sujet, provoque les hurlements habituels des démocrates sur le thème de la « dictature fasciste ». Voir dans le président un dangereux dictateur potentiel fait partie des habitudes politiques aux Etats-Unis, pour le parti d'opposition ; hier, Obama était qualifié de « dictateur socialiste » par les républicains, qui voulaient voir en lui un socialiste français à la Robespierre, horreur absolue selon eux [Robespierre, tyran indéfendable, n'avait pourtant pas inventé le socialisme, légèrement postérieur à sa mort, avec Gracchus Babeuf]. Loin d'être quelque Hitler dirigiste, le très sioniste Trump respecte la constitution. Tout au plus pourrait-il envoyer l'armée fédérale, à la demande explicite d'autorités locales, en cas d'émeutes très violentes. De tels événements n'ont pas encore eu lieu, et encore chaque Etat voudrait-il d'abord régler le problème avec ses moyens propres, dont la garde nationale, avant de faire appel à Washington.

Quant au fond des discours de Trump, comme celui du 10 avril, il tient de l'accumulation de références explicites à l'action du président Roosevelt — antihitlérien hystérique, faut-il le rappeler —, et en particulier à ses programmes de recherches scientifiques intensives : si Donald Trump veut faire référence à la recherche en cours sur le coronavirus, la comparaison porte sur le programme Manhattan et la bombe atomique, comparaison pas forcément délicate ou appropriée. Encore faut-il ne pas oublier que ce type d'image forte correspond à une large partie de la culture locale, aussi singulier que soit un raccourci comme « *atomisons le virus* » pour des Européens.

L'EFFONDREMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA BOURSE AUX ETATS-UNIS AUSSI

Les mesures de confinement, prises de façon cumulative aux niveaux locaux, mais qui concernent désormais pratiquement tous les Etats-Unis, ont provoqué, comme en Europe, un effondrement complet immédiat de l'économie et de la bourse. Cette dernière, de toute façon trop haute par rapport à l'économie réelle selon beaucoup d'analystes en février 2020, a chuté considérablement, de l'ordre de 20 % en quelques semaines. Depuis fin mars, le nombre de chômeurs augmente de 3 millions chaque semaine. Aux Etats-Unis, un chômeur reçoit très peu d'indemnités et perd sa couverture sanitaire — payée par l'employeur —, ce qui serait des plus fâcheux pour couvrir des frais hospitaliers considérables en cas de soins liés au Covid 19, ou toute autre cause. Il n'existe toujours pas de vraie sécurité sociale aux Etats-Unis, ce à quoi Trump et le parti républicain sont opposés pour des raisons de principes économiques — le libre-marché des assurances privés serait infiniment préférable —.

Tout cela est particulièrement fâcheux pour Trump, qui avait fait de la bonne santé de l'économie en général et des indices boursiers en particulier la preuve empirique de l'excellence de son gouvernement, et explicitement appelé les électeurs états-uniens à le juger sur son bilan dans ce domaine. Les indices boursiers concernent vraiment tous les Américains, qui investissent beaucoup en bourse depuis un siècle, y compris dans les milieux populaires. Ce slogan répété par Trump — le juger sur l'état de l'économie — risque de se retourner contre lui, et cela fait penser à François Hollande en France, qui avait voulu être jugé en 2012-2017 sur son bilan dans la lutte contre le chômage, bilan nul, d'où sa non-candidature

en 2017. Mais ce n'est vraiment pas le genre de Trump de renoncer.

Toutefois, subsiste certes l'argument du caractère extraordinaire de l'épidémie, qui ne résulte nullement de sa politique économique. Mais c'est assurément une faiblesse surtout en cas de grosse épidémie véritable, ou, bien plus précisément sur ce thème, de récession économique forte et durable. Les économistes n'en savent rien, l'avouent pour une fois, mais décrivent comme crédibles des scénarios-catastrophes avec une baisse du PIB pour 2020 bien au-delà du 10 % probable, peut-être jusqu'à 20 % ou 30 %. A un tel niveau, avec un krach boursier et un chômage massif, peut-être de 20 % voire davantage, Trump serait probablement battu.

Joe Biden est en effet un concurrent redoutable pour Trump : il ne fait absolument pas peur aux électeurs par son programme économique et social. Même en cas d'effondrement économique, Trump aurait eu encore une chance très crédible face au socialiste Sanders. Ce dernier s'était effectivement défini à de nombreuses reprises comme "socialiste", terme effrayant les 2/3 au moins des électeurs états-uniens. Biden est aussi capable, même s'il a été délibérément flou jusque-là, de positions raisonnables, ou perçues comme telles — bien à tort —, sur l'immigration, loin des rêves d'ouverture totale des frontières de l'extrême-gauche démocrate. Biden propose aussi une forme de sécurité sociale parapublique réduite pour les Américains trop pauvres — et chômeurs —, soit un plan plutôt réaliste, pas effrayant, et paraissant en plus répondre aux circonstances actuelles.

Si l'on analyse les sondages, ils n'attestent pas d'un effondrement de Trump. Il dispose toujours d'un socle d'un peu plus de 40 % de partisans fidèles, qui correspondent à peu près exactement à 90 % des républicains. A l'inverse, sa popularité chez les démocrates est autour de 2 %. Mais, précisément, il sait qu'il n'a rien à gagner à une éventuelle ouverture, et ne devrait nullement tomber dans le piège typique de la fausse droite, toujours prête à flatter ses opposants de gauche et ayant honte au fond de ses électeurs de droite, en particulier des plus affirmés. Il y a deux masses d'électeurs autour de 40 %, qui voteront pour ou contre Trump. L'enjeu essentiel n'est pas les 40 % de démocrates, mais les 20 % d'indépendants. Biden séduit davantage les indépendants que Trump, et devrait donc, en l'état actuel des choses, l'emporter en novembre.

Toutefois, comme Trump conserve sa base, il n'a pas encore perdu. Il la conserve en dépit d'ailleurs d'un bilan pour le moins modeste sur ses thèmes essentiels : le Mur n'a pas été construit, mais seulement ébauché tout au plus, les 20 millions de clandestins n'ont pas du tout été expulsés en masse, le retrait du Moyen-Orient a été sans cesse reporté, etc.

Pendant, la surexcitation haineuse permanente de la gauche, de plus en plus ouvertement immigrationniste, athée, promotrice de toutes les déviances sexuelles, a mobilisé en retour les républicains, souvent chrétiens conservateurs, excédés.

Donald Trump possède aussi une personnalité dynamique, charismatique, à l'opposé du terme Joe Biden. Trump, qui est capable de préparer les débats — contrairement à d'autres moins sérieux —, en employant la langue simple attendue des électeurs, pourrait triompher quand même dans la dernière ligne droite de la campagne, réalisant à son profit les légers basculements de quelques points des votes dans les Etats-clefs. S'il ne gagne pas le vote populaire — comme en 2016 —, selon toute vraisemblance, Trump conserve toutes ses chances d'emporter celui des grands électeurs, Etat par Etat. Il n'est pas tombé dans le piège du thème de la « légitimité morale » des démocrates, arguant à juste titre qu'ils inscrivent en masse depuis des décennies des nouveaux citoyens états-uniens aux papiers souvent douteux, par millions. Mais, et c'est aussi typique de Trump, et cela pourrait lui coûter cher, il s'est contenté de discours, et il n'a pas lancé de révision sérieuse des listes électorales.

En l'état actuel des choses, qui ont bien changé depuis février 2020, le favori de la présidentielle de 2020 est néanmoins plutôt Biden. Même si rien n'est encore joué à ce stade.

Coronavirus, peur panique et gouvernement

NUL NE peut savoir jusqu'où ira la crise sanitaire mondiale déclenchée par la pandémie — volontairement provoquée ou non, l'avenir le dira —, du *Coronavirus* (pneumonie génétiquement modifiée par une main humaine, selon une source israélienne). Le "gouvernement" républicain illégitime — « *Le tyran est un châtement pour son peuple* », Saint Thomas d'Aquin —, a donc décidé un confinement total du territoire national, assorti d'une restriction quasi-complète des libertés (obligation de fournir pour sortir à l'extérieur une attestation assimilable à ce que le monde soviétique connut sous la forme du *propiska*, ou passeport intérieur) où l'arbitraire le dispute au ridicule (utilisation de drones, interdiction d'aller sur les plages et de se promener en altitude...). En 48 heures, nous avons basculé dans le monde d'Orwell *facteur N*. Nous serons donc isolés les uns des autres, au point de ne pouvoir nous réunir en formation capitulaire, pour des mois peut-être. Face à cette situation, nous devons réagir en catholiques, essentiellement et pleinement en catholiques *semper idem*.



Même si Dieu « *est lent à la colère et prompt à la miséricorde* », nous savons que les péchés personnels des hommes (y compris les nôtres...) mais surtout « *les péchés publics des nations qui se révoltent contre les droits et l'autorité de Son Église* » (Pie XI, *Acte de réparation au Sacré Cœur de Jésus*), crient vengeance de la part d'un Ciel impunément outragé depuis bien longtemps. Un monde qui a légalisé le meurtre de masse (avortement, légalisé l'euthanasie de masse dissimulée sous l'appellation de priorisation dans l'accueil hospitalier des malades du *Coronavirus*...) et le péché contre-nature, semblable en son essence au péché contre l'esprit (qui domine les "élites" mondiales à une infime proportion près), « *l'oppression des pauvres, de ceux qui souffrent et qui travaillent* » (Saint Pie X, *Notre charge apostolique*) avec la prééminence absolue de *Mammon*, mérite assurément les plus extrêmes châtements.

LE PROJET MONDIALISTE DE RÉDUIRE DRASTIQUEMENT LA POPULATION MONDIALE

Quant à la Chaire de vérité romaine, nous savons qu'elle est éclipsée comme l'avait prédit le Grand Secret de La Salette et l'Église catholique est « *conquête jusqu'à son sommet* » (3^e Secret de Fatima, version Ottaviani-Villa) depuis que l'antipape Roncalli a succédé, le 28 octobre 1958, au noble pape Pacelli, S.S. Pie XII (qu'on a sans doute un peu "aidé" à disparaître).

Même si nous ignorons où Dieu veut en venir, « *Mes voies ne sont pas vos voies, mes pensées ne sont pas vos pensées* », Dieu agit toujours par les causes secondes et se sert des "méchants" pour châtier les dits méchants (y compris en les opposant les uns aux autres, ce qui soulage d'autant les bons...), corriger les tièdes et même les "bons" (mais pas suffisamment bons), pour que triomphe Sa Justice. Tout cela est dans la sainte Écriture et constitue la trame de l'histoire du peuple hébreu, élu de l'Ancien Testament, figure du peuple élu du Nouveau Testament, le Corps mystique de la sainte Église romaine. *L'homme propose, Dieu dispose !*

Nous savons, par formation antilibérale contre-révolutionnaire, par l'expérience, par la considération des prophéties dûment approuvées par l'Église (La Salette, Lourdes, Fatima) et par les révélations privées faites à des âmes privilégiées (Anna-Maria Taigi, Elisabeth Canori Mora, Bienheureuse Anne-Catherine Emmerich,

Grand Secret de Mélanie Calvat, Estelle Faguet, Padre Pio de Pietrelcina, Marie-Julie Jahenny...), déclarées non contraires à la Foi et à la Morale par le Magistère, que les caractéristiques sociales et individuelles de notre triste époque correspondent trait pour trait, aux descriptions faites par ces âmes privilégiées dont la conclusion est un énorme et juste châtement étendu au monde entier, un peu à l'exemple de celui infligé par la Providence à Jérusalem après son rejet du Messie rédempteur (an 70, Titus).

Nous savons que les mondialistes, vrais suppôts de Satan « *menteur et homicide dès le commencement* », ont depuis longtemps en projet de réduire drastiquement la population mondiale : le hautement pourri Philip d'Edimbourg, président d'honneur du WWF (Fonds mondial pour la nature) écolo-mondialiste, déclara un jour : « *Au cas où je me réincarnerais, je voudrais revenir sous la forme d'un virus mortel pour apporter ma contribution à résoudre le problème de la population.* » (*Deutsche Presse Agentur*, 8 août 1988).

LA PEUR PANIQUE, MOYEN D'ARRIVER AU GOUVERNEMENT MONDIAL

Jacques Attali, mentor (et dit-on sorcier) du locataire actuel de l'Élysée, plaide depuis quarante ans pour « *un marché des droits de vie sur lequel chacun pourra vendre le sien s'il est affecté d'une maladie incurable ou s'il est trop pauvre* », car « *quand l'homme arrive à 60-65 ans, il vit plus longtemps qu'il ne produit et coûte cher à la société* » (cf. son livre *L'avenir de la vie*, sic !). L'intéressé a récidivé encore plus clairement dans *L'Express* du 3 mai 2009 :

« *L'Histoire nous apprend que l'humanité n'évolue significativement que lorsqu'elle a vraiment PEUR : elle met alors d'abord en place des mécanismes de défense ; parfois intolérables (des boucs émissaires et des totalitarismes) ; parfois futiles (de la distraction) ; parfois efficaces (des thérapeutiques, écartant si nécessaire tous les principes moraux antérieurs). Puis, une fois la crise passée, elle transforme ces mécanismes pour les rendre compatibles avec la liberté individuelle et les inscrire dans une politique de santé démocratique. La pandémie qui commence pourrait déclencher une de ces peurs structurantes, [car elle fera surgir, ndr], mieux qu'aucun discours humanitaire ou écologique, la prise de conscience de la nécessité d'un altruisme, au moins intéressé. Et, même si, comme il faut évidemment l'espérer, cette crise n'est pas très grave, il ne faudra pas oublier, comme pour la crise économique, d'en tirer les leçons, afin qu'avant la prochaine — inévitable — on mette en place des mécanismes de prévention et de contrôle, ainsi que des processus logistiques de distribution équitable des médicaments et de vaccins. On devra, pour cela, mettre en place une police mondiale, un stockage mondial et donc une fiscalité mondiale. On en viendra alors, beaucoup plus vite que ne l'aurait permis la seule raison économique, à mettre en place les bases d'un véritable GOUVERNEMENT MONDIAL.* »

En 1995, le philosophe Sam Keen, un des leaders du *New Age américain*, fit cet aveu à la fin du Congrès de la *Fondation Gorbatchev* à San Francisco : « *Réduisez la population de 90 % et la quantité d'agressions écologiques deviendra négligeable.* » On peut aussi rapprocher ces événements de l'antéchristique assem-

blée mondiale bergoglienne de lancement du *Pacte éducatif mondial pour une humanité meilleure* (sic !) prévue le 14 mai prochain. Dieu peut très bien avoir lâché le 1^{er} cavalier de l'Apocalypse (ch. VI), la Peste (= pandémie) ou *Cavalier noir*, pour y mettre bon ordre. En sommes-nous arrivés là ? Nul ne peut le dire. Mais on peut néanmoins y penser.

Aucune confiance ne peut évidemment être accordée à des "dirigeants" qui mettent en place des plans déjà anciens (le décret du 1^{er} Ministre du samedi 14 mars vise des dispositions-cadre datant de... 1980 !) et, à travers d'apparentes incohérences, une opération de contrôle social de masse d'un totalitarisme jamais vu. Mais quelle en est la raison réelle ? « *Le gouvernement prendra les mesures utiles pour modifier en profondeur les comportements* » a assuré sur *France Inter*, le 16 mars dernier, la porte-parole du gouvernement. « *Modifier en profondeur les comportements* », c'est dans les mêmes termes ce que Simone Veil avait, dans un entretien en 1979, revendiqué comme le véritable objectif de sa loi de mort...

On retrouve dans les déclarations et mesures de ces dirigeants toutes les caractéristiques de la Révolution, « *phénomène diabolique* » (Louis Daménie), même si l'écran de fumée est habile (une "guerre" sanitaire destinée à « *sauver des vies* », sic, mais tuant bien plus encore les âmes) et la préparation de longue main : on comprend mieux maintenant, avec le recul, pourquoi on a fait voter 20 « *lois sécuritaires* » en quinze ans, qui n'ont pas entravé un seul attentat — pour autant qu'ils ne soient pas l'œuvre de réseaux de type *Gladio*, dans le cadre d'une stratégie de la tension planifiée —, qui alourdissent sans cesse le contrôle social sur les gens ordinaires sans importer en rien les "terroristes", pourquoi on a développé un nombre hallucinant de normes, de contrôles techniques et d'obligations réglementaires en tous genres, fait passer l'état d'urgence dans le droit commun, installé des milliers de radars routiers, fiché des millions de gens (le FNEG) grâce à des acrobaties juridiques, supprimé le remboursement de l'homéopathie pour empêcher les gens de se soigner naturellement, renforcé les obligations vaccinales, etc. Tout devient clair !

TERREUR JACOBINE, ARBITRAIRE ET PERVERSITÉ

Quant aux décisions gouvernementales en matière économique, elles sont aussi ridicules qu'inopérantes — et sans doute un moyen de "calmer" la population — : comment nationaliser des secteurs entiers de l'économie, financer salaires et retraites de remplacement à des millions de personnes quand on a un budget de 200 milliards d'euros financé à 20 % par la dette (égale elle-même à +100 % du PIB !) ? Si l'on fait marcher la « *planche à billets* » francfortaine (à l'*écu rouge* de la *Judengasse*...), pudiquement appelée aujourd'hui *quantitative easing*, cela déclenchera une inflation « à l'allemande » ; il faudra bientôt une brouette de billets pour acheter sa baguette de pain ! Pas besoin d'avoir le Nobel d'économie pour le comprendre.

La similitude avec la *Terreur jacobine* est frappante : ses décisions économiques, bien moins connues que ses décisions politiques, étaient la réquisition à bras armé, l'impôt forcé, la confiscation monétaire ou non, l'interdiction faite à certains de commercer ou de travailler ; le communisme soviétique ne fit qu'en systématiser l'utilisation. L'interdiction de toutes les activités hors secteur alimentaire (plus de la moitié de l'économie française !) va détruire plus encore le métier libre et accélérer l'effarante concentration des ri-

chesses entre quelques mains : « *Dans un siècle, peut-être moins, la société entière sera possédée par quelques dizaines de banquiers* » (Edouard Drumont).

La disparition de l'argent liquide prônée depuis longtemps par le FMI, la BCE, la Banque mondiale, et réclamée par une *ministricule* macronienne il y a 8 jours sous prétexte de « *sécurité sanitaire* », est mise en place. Contrôler électroniquement l'intégralité des transactions financières des personnes et des activités, les mondialistes en rêvaient depuis le Traité de Masse-trique (Maastricht) : cela revient à étatiser à 100 % la société, Lénine en avait fait la démonstration dès avant 1914 dans un de ses ouvrages et pour lui c'était cela le communisme, même si le pays concerné demeurait en économie de marché...

Sur le plan des libertés individuelles, *de facto* réduites à *epsilon*, on peut enfin s'attendre, à bref ou moyen délai, au rétablissement de l'internement administratif des opposants, le Système pouvant enfin faire taire sous le "légitime" prétexte de protection/enforcement de la « *conscience citoyenne* » (vocabulaire identique à celui de 1793 !) au nom de la « *sécurité sanitaire* », les « *ennemis de l'État* », les "extrémistes" qui s'expriment depuis des années par différents moyens et sur *Internet* (sans doute d'ailleurs de plus en plus contrôlé, voire coupé). Quant à l'Article 16 (de l'agent : Charles Kolb, alias De Gaulle), il ne serait « *pas à l'ordre du jour* » : on sait ce que vaut la promesse de ces gens-là ! L'observation calme et réfléchie de ces événements laisse bien voir « la queue du serpent ». L'objectif est celui des *Illuminés* : *Ordo ab Chaos* !

L'incohérence évidente des décisions prises, le confinement des personnes âgées (« *dommage collatéral du virus* ») en EHPAD qui va les tuer, l'absence de dépistage des personnels soignants (!) et de masques protecteurs en dépit des promesses officielles, l'effort énorme demandé à un hôpital au bord de l'explosion (et de la légitime révolte des urgences) depuis des années, la "priorisation" des malades atteints par le virus (le gouvernement table sur 100 000 morts...), terme pudique dissimulant le choix fait par les pouvoirs publics de laisser mourir les plus fragiles (handicapés, poly-pathologies, grand âge, une *Opération T4* à grande échelle), ne doit pas égarer les esprits : elle se combine fort bien avec l'arbitraire et la perversité.

La république, en créant l'attestation de sortie obligatoire aux contours flous et à la sanction appliquée encore plus arbitrairement, revient aux « *Grands Ancêtres* », rétablit le passeport de police (qui exista sous la Convention et l'Empire), l'Union soviétique faisant de même pendant 70 ans avec la *prysiaga*. Quant à la perversité, le seul et constant objectif de la république, « *destruction de tout ce qui lui est opposé* » (Saint-Just), c'est la « *destruction du Catholicisme et même de l'idée chrétienne* » (Instruction de la Haute-Vente, 1818) et des principes d'ordre, de paix et de charité qui en découlent.

CONFINEMENT ET SURVEILLANCE DE MASSE

Le "confinement" est tout à la fois un formidable saut qualitatif et l'aboutissement d'un processus très ancien. Un gouvernement qui interdit les messes de plus de 20 personnes (!) pour les funérailles, toutes les autres messes et les « *cérémonies du culte* » prouve, sans plus de démonstration nécessaire, où il puise son "inspiration". Ce n'est pas dans le Bon Esprit ! La « *révolution dite française* » est toujours là, même si les sans-culottes ne sont pas dans les rues...

En instaurant une surveillance de masse, nous sommes en réalité déjà sous le ré-

ent mondial

gime de la *Terreur* et de la Loi de *Prairie* : la nature des outils juridiques (hier, les décrets de la Convention, aujourd'hui, les ordonnances) est la même, si les méthodes diffèrent techniquement. Les moyens de communication sociale moderne et l'informatisation généralisée de la société confèrent dramatiquement à des pouvoirs criminels des facultés de nuire dont les Staline, Ho Chi Minh et autres Pol Pot ont seulement rêvé : la Chine mao-capitaliste, avec sa reconnaissance faciale généralisée et la « notation électronique » de ses citoyens, en donne une image prémonitoire. Il n'est pas jusqu'au projet d'emprunt national « de guerre » qui ne sente mauvais : si les Français n'achètent pas suffisamment les obligations émises par le Trésor, on ponctionnera leurs dépôts bancaires, l'épargne réglementée et surtout l'assurance-vie, 1^{er} placement national (170 milliards d'euros) sur lequel le pouvoir louche depuis des années parce qu'elle a le « vice » d'échapper, ne serait-ce que partiellement, à des droits de succession spoliateurs : application de l'impôt forcé jacobin de 1793.

Il y a quelques semaines, le ministère de l'Intérieur parlait de lancer, « à titre expérimental », « la reconnaissance faciale » en France. Demain, au nom de la « conscience citoyenne », dûment « éclairée » par nos gouvernements, elle sera votée par une Assemblée fantôme, sous prétexte de « protection sanitaire ». On a ainsi justifié depuis des décennies, dans une gradation diabolique sans faille, le port de la ceinture de sécurité (en 1972) au nom de l'impératif de « sauver des vies au volant » [l'argument a depuis fait florès, alcooltest, permis à points, radars, 80 km/h...], comme on a justifié « pour votre sécurité » la vidéosurveillance dans les lieux publics et privés, la déclaration nominale d'identité pour embarquer en avion, la fin de la cigarette dans les lieux publics (!), toutes interdictions souvent saugrenues, dont l'efficacité n'a jamais été impartialement démontrée.

L'ÉCOLOGISME EST UNE ARME DE DESTRUCTION MASSIVE

On observera d'ailleurs que la plupart de ces interdictions ont été prises sous des prétextes sanitaires ou écologiques, « l'imprégnation alcoolique », « la violence routière », « la lutte contre les incivilités urbaines », contre les gaz à effet de serre « pour sauver la planète »... prétextes infondés ou grossis à plaisir, dans le cadre « d'expérimentations », les initiés sachant que l'on ne reviendrait pas en arrière, le temps que les populations, droguées à l'entertainment cher à J. Attali, oublient.

L'écologisme est devenu une arme de destruction massive de notre société (et du bon sens), avec l'idiote utile *Greta*, idole mondiale de jeunes décrébrés par « l'éducation » ; il masque, on l'a vu, le projet de réduction de la population mondiale : l'épidémie en Chine, comme le confinement en Italie, ont (ou auraient) ainsi réduit la pollution, se sont félicités les media... C'est le même esprit qui a présidé, en 2003, à l'inscription dans le texte constitutionnel, sous la houlette du 33^e *Andres Nin junior alias Chirac*, alors que personne ne l'avait demandé, du principe de précaution, lequel n'a rien à voir avec la prudence et n'en est même que sa contrefaçon.

Le principe de précaution est un sophisme de propagande, bâti sur l'instrumentalisation cynique de peurs collectives irrationnelles. La prudence est une vertu (morale ou cardinale), au premier rang des chefs qui, guidés par l'esprit de Vérité, font la balance entre le Juste et l'injuste, avant d'agir par des méthodes honnêtes (qui peuvent légitimement être des mesures de force) en vue du Bien

commun dont ils ont la charge. *La vertu de Prudence efficace* recherche le Vrai pour établir ou rétablir le Bien par voie d'autorité (légitime). *Le principe de précaution* est la forgerie d'un pouvoir totalitaire, donc illégitime, et vise, par le biais du Mensonge socialisé, à imposer tyranniquement le Mal, le mal socialisé. Dans le premier cas, on a affaire à un pouvoir chrétien, dans le second cas, on a affaire à un pouvoir anti-chrétien, Satan est bien le singe de Dieu...

Ceux qui tirent les ficelles dans les coulisses (comme le disait un certain Disraéli, qui n'est pas le premier venu !) et actionnent les dirigeants visibles, utilisent, pour parvenir à leurs fins, les méthodes non aversives de contrôle du comportement. Elles relèvent de la *psychologie sociale*, comme le fameux *Test de Milgram* (améliorant l'expérience passablement éculée du *chien de Pavlov*). Les (hautes) sociétés secrètes, avec leur expérience pluriséculaire d'organisation subversive (et préternaturelle) des révolutions (aujourd'hui *Regime change*), sont passées maîtresses dans ce qu'elles appellent elles-mêmes *l'Art royal*. Tout a été synthétisé dans deux livres : Edward Bernays, *Propaganda* et *Le viol des foules par la propagande politique* de l'agent du *Komintern* Serge Tchakotine.

Les « démocraties » dans le cadre de la *Guerre du Droit* (1914-1918) et, plus encore, les régimes totalitaires du 20^e siècle, ont mis en œuvre les méthodes aversives de contrôle du comportement, par la violence de masse directe et ciblée. Schématiquement, le « choix » était le suivant : ou tu défiles sous la bannière du « Parti », ou c'est la prison perpétuelle, la mort lente en camp, voire la balle dans la nuque. Les méthodes non aversives sont beaucoup plus subtiles... et plus efficaces. Il s'agissait hier d'adhérer de manière extérieure à une contre-religion — et à sa contre-liturgie de caricature, de la *Fête de l'Être suprême* de Robespierre aux défilés des *Kim* nord-coréens —.

Aujourd'hui, sous prétexte d'améliorer tel *habitus* social ou de « lutter contre » tel fléau social (le plus souvent inventé ou exagéré), par le biais de la « communication » directe et indirecte (école, publicité, média, modes, sons et images...), du « politiquement correct » (« *Le racisme n'est pas une opinion, c'est un délit* » ; les frontières nationales ne servent à rien...) et d'un appareil législatif « consensuel », de plus en plus normatif et coercitif (le « droit » à l'avortement, l'antiracisme, l'anti-discrimination, la théorie du genre, le droit au mariage « entre personnes de même sexe », etc.), il s'agit de faire accepter à l'ensemble des citoyens la perte de ses libertés, d'abord de la première d'entre elles, la liberté spirituelle — « *L'homme ne vit pas que de pain mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu* » —, en rendant impossible par une « douce coercition » (J. J. Rousseau, *L'Émile*) « la liberté intérieure des enfants de Dieu » car « *la Vérité [rend] libre* » (S. Jean), c'est-à-dire la possibilité d'exercer — grâce à l'intelligence de l'homme éclairée par le Vrai —, son libre-arbitre pour choisir le Bien et non le mal, le Vrai et non le faux.

LE STADE ULTIME DU CHANGEMENT DE PARADIGME SOCIAL

Logiquement, la liberté intellectuelle première étant extérieurement perdue, c'est la liberté physique première, celle d'aller et venir, qui disparaît ensuite. La mise en place d'un confinement « citoyen » au prétexte d'une crise sanitaire que l'on a laissé se développer ou délibérément provoquée (cela revient au même), est le stade ultime du « changement de paradigme social » engagé au début des années 1970. Nous avons depuis longtemps perdu notre liberté spirituelle collective — car l'âme individuelle est hors de toute pénétration possible, hors celle de Dieu —, nous venons de perdre la liberté

physique de nous déplacer, même à pied, sans contrôle. Et l'expérience prouve que la méthode est celle de la « roue à cliquet » : il n'y a jamais de retour en arrière. C'est tout le sens de la phrase sibylline de Macron dans son allocution du 12 mars : « *Plus rien ne sera comme avant.* »

Les techniques non aversives ont en effet cela de supérieur aux méthodes aversives qu'elles peuvent modeler, négativement comme positivement, sur le long terme, les comportements. On les appelle pour cette raison les techniques « du pied dans la porte » : une fois que vous avez consenti à une démarche insignifiante de votre part (mettre une affichette sur votre fenêtre demandant un « truc sympathique »), vous êtes mûrs pour accepter des actes ou adopter des *habitus* psychologiques beaucoup plus contraignants. Le GOULAG (et le *Laogai* chinois actuel) fut le type même de la technique aversive : le « bon citoyen soviétique » applaudit le Camarade Secrétaire général, le *Premier mai* des ouvriers et paysans, sur la Place rouge, le « mauvais citoyen » est au Goulag (ou en asile psychiatrique, lire V. Boukovski). Mais, ainsi que le relevait Alexandre Soljénitsyne, au Goulag vous êtes spirituellement libre alors que ceux qui sont dehors en « liberté » ne le sont pas sur l'essentiel. Ils sont dans « la servitude volontaire », décrite par La Boétie, dans son essai prémonitoire (1574).

Avec les techniques non aversives, non seulement on adapte « négativement » son comportement physique (à plus de 80 km/h, le radar vous contrôlera, vous aurez n points de permis en moins et n euros d'amende en plus...), mais on adapte aussi « positivement » son comportement intellectuel : le racisme, jamais défini (et pour cause !), c'est le mal, l'antiracisme, c'est le bien ; l'homophobie, c'est mal, l'homophilie, c'est bien ; la famille naturelle avec deux parents naturels homme et femme, c'est catho, ringard, pas « progressiste », l'adoption d'enfants par des lesbiennes (rendu possible par les « juges » de Cassation), c'est légal, une « forme de famille comme une autre » (Macron) puisqu'« on peut être père et mère en même temps » (Buzyn) ! On peut multiplier les exemples.

Le but est toujours de courber les têtes, sans faire (au début...) de martyrs et sans provoquer un rejet violent de la part des citoyens (tout de même désarmés auparavant, par... précaution). Le recours aux outils électroniques de masse (plus encore avec l'intelligence artificielle, dont le nom est en soi un programme...) a fait exploser la force du phénomène dans le temps et dans l'espace, la seule limite physique étant la vitesse du flux dans les réseaux et la capacité de stockage des données, toutes deux quasiment... illimitées. Un spécialiste de *l'Internet* nous fit un jour cette confidence : « *Internet, c'est génial, ça permet de contrôler l'humanité !* »

LA DIMENSION ESCHATOLOGIQUE DE CETTE CRISE

On aurait tort de croire que la question n'est que juridique ou politique, elle au contraire hautement ESCHATOLOGIQUE : en face du Verbe de Dieu, la Parole de Vérité qui sauve, incarnée en Jésus-Christ, se dressent les sophismes de la propagande des régimes modernes (au premier rang desquels la « démocratie libérale » qui n'est pas une forme de gouvernement mais une construction idéologique), usant du *Logos* du Tentateur — le « projet latéral » des pseudo-élites managériales — qui poussa nos premiers parents à s'affranchir du « *joug suave et du fardeau léger* » de Dieu pour « deve-

nir comme des dieux » : ils en récoltèrent le pire esclavage, celui du Démon et du Mal qu'il répand comme un *virus* mortel pour les âmes, sous toutes les formes (péché originel, mensonge, violence, maladie, souffrance, mort...). D'une certaine manière, le *Coronavirus* épidémique est la transcription matérielle du Virus absolu : la damnation de masse de l'humanité, vue par les enfants de Fatima. Mort des corps, mort des âmes.

Un Pape, et lui seul, à l'issue du 2^e conflit mondial provoqué par les *Supérieurs incommus* et des abominations communistes de l'Est européen et de la Chine qui s'en suivirent, avait compris que le *Léviathan* était pour notre temps. Dans son message au *Congrès eucharistique de Vienne* du 14 septembre 1952, désespéré par l'abandon des catholiques et des peuples d'au-delà des *Rideaux de fer et de bambou* par les mondialistes occidentaux, Pie XII avertissait : « *Il faut empêcher la personne et la famille de se laisser entraîner dans l'abîme où tend à la jeter la socialisation de toutes choses, socialisation au terme de laquelle la terrible image du Léviathan deviendrait une horrible réalité. C'est avec la dernière énergie que l'Église livrera cette bataille où sont en jeu des valeurs suprêmes : dignité de l'homme et salut éternel des âmes.* » (Source : *Documents pontificaux*, S. S. Pie XII, 1952, p. 469, Éd. St-Augustin, St-Maurice, Suisse).

La situation actuelle ressemble de plus en plus à *l'Antéchrist* de l'Écriture, prédit par un de ses prédécesseurs (Saint Pie X, *E supremi Apostolatus*, 4 octobre 1903).

ÉPREUVE ABSOLUE DE LA FOI ET DE LA VÉRITÉ

Chacun va bientôt devoir choisir son camp, sans souci de son confort matériel :



c'est l'épreuve absolue de la Foi et de la Vérité qui voit triompher les âmes fortes, s'écrouler (et se damner) les faibles, les pusillanimes, les « malins » et autres godaillieurs. Et le sang (des bons comme des mau-

vais) coulera car l'Adversaire ne reculera pas, sa défaite ne pouvant être obtenue que par le Sacrifice et l'effusion du sang...

Même si de longtemps, Notre-Dame a réitéré de multiples fois que devant les péchés des hommes et des nations, « *Elle ne pouvait plus retenir le bras de Son Divin Fils* », cette crise sanitaire ne pourrait être que la première étape de la crise décisive ouvrant le châtimement de la Fin des temps ; nous ne sommes qu'au tout début d'un processus long (3 ans), menant aux Trois Jours de Ténèbres prédits, la dégradation étant progressive. Sauf que la situation précédente était dégradée et la pente déjà forte... et même si *Dieu est lent à la colère et prompt à la Miséricorde*.

La pédagogie divine, dans son immense amour pour une créature bien peu reconnaissante, procède généralement de manière graduée : ce n'est qu'après des prévarications graves et répétées que les Hébreux furent châtiés par Sennachérib ou déportés par Nabuchodonosor ; 37 années s'écoulèrent entre la Crucifixion et la destruction de Jérusalem par Titus, ce dernier ayant auparavant tenté de parvenir à un ultime *modus vivendi* avec les Juifs pour mettre fin aux affrontements (cf. Flavius Josèphe, *La guerre des Juifs*). Il convient donc de réagir surnaturellement, de ne pas se précipiter dans des décisions mal réfléchies ou précipitées, le Tentateur aimant à grossir les difficultés ; appliquons les règles du discernement des esprits pour juger des événements et ne pas être ramassés par la queue camouflée du Serpent.

Ythier de NABRUÉ.

La starisation du Professeur Raoult

COMMENT vendre un produit, ici un remède, objectivement médiocre, comme un produit prometteur ? D'abord en faisant en sorte qu'il ne soit pas d'emblée imposé aux consommateurs et aux patients (souvent en attente d'être malades), et, pour ce faire, que le produit que l'on veut fourguer aux bons gieux soit loué, promu, vendu par un outsider (apparent), par une entreprise "privée" ou un homme perçu comme indépendant vis-à-vis du pouvoir en place, en l'occurrence du politique qui incarne aux yeux des masses l'exclusif du pouvoir en tant que force coercitive. Le cas du Professeur Didier Raoult et de son cocktail médicamenteux composé d'une variété de chloroquine et d'un antibiotique qu'il entend également réhabiliter, l'azithromycine, ressemble en effet à une énorme opération de marketing.

Dans un premier temps vilipendé par des représentants de ce que certains appellent l'Établissement sanitaire, très mal considéré depuis le fiasco économique qui a été provoqué par Roselyne Bachelot avec ses vaccins qui furent tous détruits en 2011, Didier Raoult, le Blond, le rebelle aux cheveux longs et à la bonne bague à tête de mort (une fantaisie relativement récente), a progressivement été relayé dans les médias énormes en commentant son actualité et en interrogeant ses adversaires et ses partisans dans un jeu dialectique composé de la thèse et de l'antithèse. Aujourd'hui, "nous" nous approchons de la synthèse "salvatrice". Car, après avoir essuyé une série de critiques concernant principalement la méthodologie de ses recherches dans son IHU de Marseille où le chauvinisme local en avait fait une vedette avant l'heure, sa visibilité médiatique s'accroît : le savant aux 2000 articles cosignés fit la couverture de *Paris-Match* (dont l'indépendance est bien sûr légendaire) et bénéficia d'une pétition (pour le traitement formidable de Raoult soit institutionnalisé) lancée par l'homme super indépendant et à la moralité vraiment excellente, Philippe Douste-Blazy.

Un Douste-Blazy sortant de nulle part et qui est redevenu soudainement proluxe pour défendre Didier Raoult (ce dernier le considérant comme son ami dans l'un de ses récents tweets). Et Douste, le grand copain de Bill Clinton, d'aller jusqu'à dire du traitement du professeur marseillais, car on n'en dit jamais assez quand il faut défendre un copain : « ça ne peut pas faire de mal ». Ces derniers jours, tous les quotidiens régionaux auront parlé du formidable Didier Raoult. La palme revient à *L'Est Républicain* qui, dans un papier non signé, interviewa un prétendu médecin anonyme qui glorifia le médecin marseillais et affirmait avoir soigné deux personnes avec la chloroquine dont « une personne dans un état désespéré » (et par ailleurs cardiaque...) ! On nous prend vraiment pour des buses.

En effet, dans tous les cas de figure, la chloroquine est absolument inactive chez les patients gravement atteints et est dangereuse pour les cardiaques. On comprend que cet article destiné à subjuguier un lectorat de retraités naïfs n'ait pas été signé et que ledit médecin soit anonyme. Mais incontestablement, le clou du spectacle chloroquinique fut la visite surprise de notre cher président de leur République à Marseille, au sein même du laboratoire

de Raoult avec lequel il s'entretint longuement jusqu'à en annuler son intervention télévisée du jeudi 9 avril qu'il repoussa au lundi 13 avril au soir.

UN RAOULT MACRONISÉ ?

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons pas la teneur des propos d'Emmanuel Macron émis lundi 13 avril au soir. Néanmoins il est sûr que la percée de Raoult, loin d'être irrésistible, fut inscrite dans un agenda précis. En partant de loin, comme l'outsider que l'on présentait il y a un mois, le super professeur empirique qui soigne avant de faire preuve de scientificité, est aujourd'hui devenu carrément l'homme de la seule solution salvatrice contre le coronavirus. Le point d'orgue de la fabrication de sa notoriété fut donc la visite non prévue de Macron dans ses murs à Marseille, une visite commentée par toutes les radios et chaînes de télévision. « Une étape importante a été franchie », a encore réagi sur France Info Philippe Douste-Blazy. Le président de la République « s'est extrait des sociétés savantes pour se fonder son avis personnel ». Pour l'ancien ministre, « les experts, c'est important. Mais au-delà, il n'y a qu'une personne qui peut décider, c'est le chef ».

Une visite présidentielle d'autant plus importante qu'elle correspond au moment de la diffusion des dernières données "statistiques" issues de la dernière étude réalisée à l'IHU qui regroupe un ensemble de 1061 patients positifs au Covid-19. Cette étude (la façon dont elle fut menée et ses résultats) méritait-elle le vif intérêt de Macron à son égard ? Les patients, triés, répondaient en effet « aux critères d'inclusion » déterminés par l'équipe du professeur. (Ce qui veut dire sans langue de bois qu'il fait un choix rigoureux pour composer son échantillon). Leur âge médian était de 43 ans et moins de la moitié étaient des hommes (ces derniers sont davantage touchés par le Covid-19 que les femmes), et bien sûr aucune toxicité cardiaque n'a été observée chez eux. Les Médias nous disent que « la guérison virologique a été observée chez 973 personnes en dix jours, soit un taux d'efficacité du traitement par la combinaison hydroxychloroquine-azithromycine de 91,7 % ». Derrière ce pourcentage, 46 patients présentent toutefois de mauvais résultats (4,3 %). 10 d'entre eux ont été placés en soins intensifs, 5 âgés entre 74 et 95 ans sont décédés depuis (0,47 %) et 31 ont nécessité une dizaine de jours d'hospitalisation ou plus. Parmi ce groupe, 25 sont guéris du Covid-19 au moment de la publication de l'étude et 16 sont encore hospitalisés. A la suite de quoi la grande presse relayait la conclusion de Raoult selon laquelle le traitement par hydroxychloroquine et l'azithromycine, lorsqu'il est mis en place juste après le diagnostic, serait « un traitement sûr et efficace contre le Covid-19 » avec, dit-elle, un taux de mortalité de 0,5 % chez les patients les plus âgés. Une question nous vient immédiatement à l'esprit : quel est l'âge moyen de patients les plus âgés de la cohorte de Raoult et combien sont-ils ? Cette question est sans réponse.

UNE ÉTUDE QUI NE PROUVE RIEN

Mais ce qui est certain, c'est que le taux de guérison de l'ensemble des contaminés est sensiblement le même que celui enregistré par les petits protégés de Didier Raoult. Alors pourquoi tout ce bruit autour d'un personnage beaucoup moins dépendant que ce que l'on voudrait nous faire croire ? Cette histoire de chercheur dissident, altruiste comme on n'en fait plus, sert-elle à faire gagner du temps au pouvoir ? Sert-elle à entretenir cette croyance absurde d'un Macron accroché au pouvoir

et d'un outsider l'affaiblissant progressivement et qu'il fera tomber comme un fruit mûr de son arbre ? Les écœurés, les populistes, les Gilets jaunes étant invités implicitement à soutenir et à applaudir Raoult afin de faire plier le président mal-aimé ? Et ça marche, la plupart des personnes devenues allergiques à Emmanuel Macron voient d'un bon œil l'entreprise de Didier Raoult, et souvent, l'insolent qui ose apporter la contradiction dans le débat sur le remède alternatif du professeur est vivement vilipendé, considéré comme un partisan du *statu quo* et du confinement qui n'en finit plus, un macroniste, un naïf, un sot. Gare à celui qui ne caresserait pas dans le sens de ses cheveux le Panoramix de la dissidence, le Gaulois réfractaire à bague tête de mort !

La situation était différente, mais les enjeux étaient énormes (nous n'avons pas fini de subir les conséquences des créations de nos alchimistes). A l'époque des premières semences, cultures et récoltes du fameux maïs transgénique, où les inquiétudes étaient paroxystiques, le pouvoir sortit de son chapeau magique José Bové (le réfractaire, le gaulois, le dissident, en fait l'homme qui contrôlera la colère, les dommages, l'homme qui canalisa les anti-transgéniques) qui devint un héros par la grâce des médias et en particulier de France 2 qui lui consacra des émissions spéciales et lui donna le nom d'Astérix. Aujourd'hui, on nous fabrique un Panoramix avec la même coiffe, la même barbe, son étoffe blanche et le même caractère scrogneugneu comme disent les frangins. On nous dit : voilà le Gaulois qu'il nous faut !

Zemmour qui est devenu une référence incontournable des patriotes, le glorifie. Regardez l'homme ! Il est là ! Il possède entre ses mains le remède, mangez-le ! Ça, c'est du Gaulois ! Et en effet, en l'espace de 8 ou 10 jours, Didier Raoult est devenu une icône populiste, gauloise, française comme il faut. Mieux encore, selon André Bercoff qui, lui, est devenu super patriote ces dernières années après cinquante ans de gauchisme salace, Didier Raoult serait un « homme de droite » parce qu'il serait peu enclin à croire les balivernes sur le réchauffement climatique d'origine anthropique et parce qu'il ne serait pas un partisan excité du tout vaccin. C'est un peu léger pour qualifier un homme de droite. C'est même très léger concernant notre spécimen.

RAOULT UN HOMME DE DROITE OU UN ENNEMI VISCÉRAL DE NOTRE PEUPLE ?

Raoult en est-il d'ailleurs un ? Suffit-il de jouer à l'outsider pour en être un ? Non évidemment non, et d'autres traits de sa personnalité, d'autres facettes de son discours montrent que l'idéologie qu'il épouse n'est pas de droite, n'est pas patriote. C'est le moins que l'on puisse dire.

Raoult a visiblement beaucoup de temps pour écrire des livres de vulgarisation scientifique et d'autres encore plus généraux portant sur des sujets de société ou de sociologie. Il y a 5 ans, il commit l'ouvrage « Arrêtons d'avoir peur » où il traite en particulier d'un thème qui inquiète tout le monde sauf lui ou presque : l'immigration massive. N'ayez pas peur de l'immigration, des migrants, des clandestins. Au contraire, ces gens en veulent ! Ils possèdent un instinct de survie magnifique qui va être extrêmement utile à notre société vieillissante et paresseuse. Son engagement immigrationniste et pro-

fondément xénophile ne date pas d'hier, nous le voyons. En octobre 2013, lors d'une conférence pédagogique dans le cadre d'un séminaire à Saint-Cyr-sur-Mer, Didier Raoult n'y allait pas avec le dos de la cuillère : « Les meilleurs étudiants actuellement au monde sont les étudiants africains et orientaux. Sans comparaison ! Les plus mauvais qu'on a sont les garçons qui ont fait la fac de sciences. Les plus mauvais de tous, en France, les plus mauvais de tous. » Heureusement nous avons les étrangers : « En France 50 % des théoriciens sont des étrangers. Si vous enlevez les étrangers, il n'y a plus de recherche en France ! [...] Ne vous faites pas d'illusion, la science française fonctionne avec des immigrés ; le moteur de la guerre, c'est les immigrés. Ce sont les meilleurs. Et pourquoi ce sont les meilleurs. Parce qu'en Afrique, pour échapper à votre destin, vous n'avez pas 36 solutions. L'avenir et la gloire pour eux, c'est la recherche. Alors les tout meilleurs, les plus intelligents, les

plus dynamiques, ceux qui travaillent le dimanche chez moi, c'est que des Noirs et des Arabes, voilà. C'est comme ça. C'est le mode d'évolution de notre société. C'est comme ça. [...] Mais le mouvement est bloqué par un excès d'administration. [...] Un frein structurel auquel on ne peut pas échapper. » Nous rêvons ou Didier Raoult appelle de ses vœux en 2013 un tsunami migratoire écrasant les règles administratives de la vieille Europe et qui

s'abattra bel et bien sur le continent en 2015 ? C'est en tout cas un as de la propagande et un champion de l'ethnomasochisme, un champion du monde si ça peut lui faire plaisir. (L'immigration massive, permanente, effrénée et non contrôlée qu'il désire ardemment et qui existe déjà dans une grande mesure n'est-elle pas la source principale de la prolifération des nouvelles maladies respiratoires qui touchent de plus en plus gravement les autochtones depuis 2015, année où la mortalité a littéralement explosé en France et qui ne cesse d'augmenter "anormalement" — le seul vieillissement de la population ne peut expliquer une telle évolution — depuis cette date ?)

Didier Raoult est certainement un homme très intelligent qui possède une connaissance profonde des virus et autres microbes nuisibles et invasifs. Mais nous croyons qu'il est surtout un communicant qui possède l'art de persuader et peut-être, pire, l'art de se persuader. Il faut observer le bonhomme tel qu'il est et se poser les bonnes questions à son sujet. Pourquoi l'ultra-sioniste Raoult qui affirme n'importe quoi à propos de l'immigration et de l'intelligence supérieure des Africains avec un aplomb sans pareil et une volonté nette de ne jamais remettre en question ses positions serait sur le plan strictement médical, face à un coronavirus dont on apprend chaque jour du nouveau, un homme de science, moins obtus, moins vaniteux, moins dangereux en définitive ?

François-Xavier ROCHETTE.



PETITES ANNONCES

— SAS S.F.D.A. Bâtiment Tout corps d'état 54 rue René Boulanger 75010 Paris 06-25-62-46-69 — 01-45-84-39-31 sfdabatiment@gmail.com Ch. Luigi. RCS Paris 820 330 629.

— Devoir de mémoire. Qui se souvient de Paul Scortesco et peut dire où il a été enterré ? Un abonnement d'un an à RIVAROL sera offert à quiconque répondra à ces DEUX questions.

Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<<http://dessinsdechard.free.fr>>

Scandales gigognes : le roi Macron est nu

A BRUXELLES des voix autorisées préconisent maintenant le confinement des « personnes âgées à risques ou fragiles » et ce, jusqu'à la fin de l'année ! Jusqu'à l'arrivée d'un miraculeux vaccin européen ? Autant dire à la saint Glinglin, parce que cet hypothétique vaccin n'est évidemment pas près d'arriver... On se souvient des annonces fracassantes (à commencer par celle en 1985 de la malheureuse Georgina Dufoux), relatives à l'arrivée sur le marché d'un vaccin contre le syndrome de déficit immunitaire acquis, le tristement célèbre sida ! Le confinement des seniors (vieux ne se dit plus) devrait être ainsi maintenu sine die pour leur plus grand bien, une « question de vie ou de mort », selon la présidente de la Commission de l'Union Européenne, Ursula Von Der Layen, s'épanchant la veille de Pâques, le 11 avril 2020, dans le *Bild-Zeitung*⁽¹⁾.

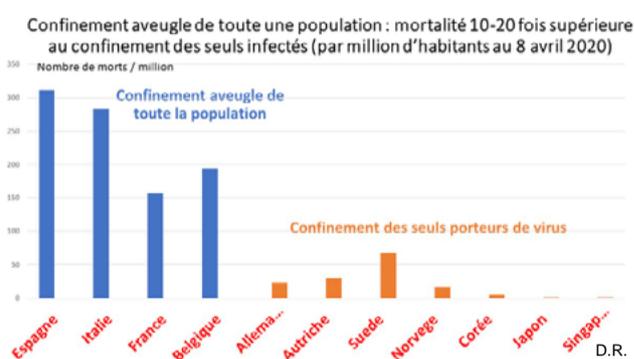
Celle-ci, de toute évidence, ne se rendait pas compte de ce qu'elle avançait (à la façon du tragi-comique cacatoès Sibeth Ndiaye), évidemment dépassée par son propos aussi inconséquent qu'irréfléchi. Parce qu'enfin comment faire le tri parmi les vieux, entre les plus ou moins valides ou vaillants ? Faudrait-il retenir comme critère l'âge pivot de soixante-quatre ans fixé par M. Philippe pour la retraite à points ? Faudra-t-il implanter à nos anciens une puce lisible à distance ou un bracelet électronique pour les maintenir en confinement étroit et assignation forcée à résidence ? Autant dire que *Frau* Ursula n'a pas pensé un seul instant que confiner les seniors fragilisés peu ou prou par l'inexorable avancée des ans — 17,33 % de plus de 65 ans sur 446 millions d'habitants de l'Union européenne — c'est de facto les exclure du système de soins dont ils sont dépendants plus que toute autre classe d'âge. Merci les génies qui prétendent nous gouverner et sur lesquels l'actuelle crise sanitaire jette un jour plus que sinistre : comment, par quels mécanismes (vicieux ou pervers) de telles nullités sont-elles parvenues au sommet de la « gouvernance » européenne ? Le mystère n'est pas bien grand : ils sont le pur produit de la démocratie et de déviations consubstantielles à sa nature profonde...

Pourtant un prodigieux thème de réflexion, de méditation et de perplexité pour qui scrute les abysses du genre humain et sa soif inextinguible de paradis terrestre à bon compte. Et puis, soulignons à ce propos la tendance *sui generis* des démocraties (empêtrées dans leur logique égalitariste), d'une subversion permanente du haut par le bas⁽²⁾, laquelle se trouve dorénavant aggravée par la stupide idéologie de la *parité*. Une politique améliorée des quotas, cette fois en fonction du sexe (et bientôt, pourquoi pas, en ménageant la quarantaine de genres différents recensés à ce jour ?) là où, seule l'excellence, le talent, le savoir devraient prévaloir indépendamment de toutes autres considérations, de sexe, de race, de confession...

SCANDALE ET SCANDALES

De Sibeth à Ursula en passant par le pitre élyséen, tout est scandale (et au-delà) dans l'affaire du covid-19. De même qu'Israel Lazarevich Gelfand, alias Parvus, théorisait en 1905 la *Révolution permanente*, idée que son disciple Trotski-Bronstein s'efforcera de mettre en pratique aux côtés de Lénine, chez I. « Sans vaccin, il faut limiter autant que possible les contacts des seniors C'est difficile, mais nous devons rester disciplinés et patients » [huffingtonpost.fr/12avr20]... Et périr d'isolement sans le moindre secours de ses proches !

2. François Rabelais avait épinglé en son temps le règne de « *Messer Gaster* » (la tripaillie in le « Quart Livre ») triomphant de la raison pensante ou Jonathan Swift en 1703 qualifiant ses semblables de « *broomstick* », balai marchant sur la tête : « *a topsyturvy creature* ».



Ce sont dans les pays à haut quotient intellectuel ethniquement homogènes (Singapour, Formose, Corée, Japon) que la gestion de la crise sanitaire est semble-t-il optimale. Existerait-il entre ces deux faits une relation de causalité ?

nous prédomine l'agressivité politique du mensonge permanent et de la verbosité, un scandale essentiel en soi. Une tromperie éhontée chassant l'autre, la faisant oublier, l'effaçant comme les vagues de la mer se recouvrent inlassablement sur le sable des rivages ! Comment ne pas être épuisé face à tant de mortelle insolence, comment parvenir encore à s'offusquer quand les tromperies et les trucages se suivent, se succèdent et s'emboîtent les uns dans les autres ? Pensons à la duperie des tests coronaviraux qui pourraient être pratiqués — par exemple — en très grand nombre via ces laboratoires vétérinaires qui pullulent sur le territoire national et qui sont parfaitement équipés pour les réaliser⁽³⁾. Ce sont pas moins de soixante-quinze laboratoires publics d'analyse départementaux qui ont été jusqu'à aujourd'hui empêchés de réaliser la moindre analyse de présence du SRAS-CoV-2 parce qu'une « norme » interdit, en France, aux biologistes vétérinaires de traiter des prélèvements émanant de corps humains ! Une folle absurdité en temps de crise dénoncée par les Conseils départementaux et par les fournisseurs de ces laboratoires, ceux-ci ayant indiqué dès le 15 mars à Jérôme Salomon, directeur général de la Santé, disposer de réserves suffisantes de réactifs pour être en mesure d'effectuer quelque 150.000 à 300.000 tests hebdomadaires [lepoint.fr/10avr20].

D'autre part, si l'on en croit Florian Philippot, — citant le site *Médiapart* « la commande de masques [attendue fin juin] n'arrivera que dans deux ans, en 2022 », seulement « 2% du milliard attendu ayant été livrés ». Cherchez l'erreur ! On comprend mieux que les « vieux » soient destinés à être séquestrés car en attendant Godot et les masques *made in China*, de l'eau coulera sous les ponts.

Indigné par les mensonges impudents de nos gouvernants — on le serait à moins —, M. Philippot espère, imagine et appelle de tous ses vœux une « révolution » au sortir de la crise : « *Après les Gilets jaunes, une Tornado Jaune* »⁽⁴⁾... Tout cela est bel et bon, nous souhaiterions également un changement de paradigme sociétal, un « retour au réel », au bon sens, à la morale, à l'équité vraie dans la conduite des Affaires publiques, mais ce qui nous attend — tant la résilience du Système est forte ainsi que sa capacité dialectique à rebondir, à convertir ses échecs en victoires — relève peut-être du pire cauchemar orwellien imaginable. Car les troubles sociaux post-confinement que beaucoup redoutent ou attendent, pourraient constituer une raison supplémentaire en vue de prolonger l'hibernation de la vie économique et d'une société semi-psychotique en état de sidéra-

3. Le ministre de la Santé, Olivier Véran, enfin arraché à son coma éveillé vient d'autoriser par décret les laboratoires vétérinaires publics à pratiquer les tests Covid-19. Des échantillons envoyés le 6 avril par le CHU de Mâcon en Saône-et-Loire au laboratoire départemental Agrovalys 71, destiné habituellement aux filières agricoles et viticoles, ont été analysés en moins de 4 heures... au lieu de 48 auparavant, les prélèvements étant jusque-là envoyés à Paris ou à Lyon. [lepoint.fr/sante/coronavirus-les-laboratoires-veterinaires-commencent-enfin-les-tests-08-04-2020-2370637_40.php]

4. [youtube.com/watch?v=WjWjG8Og&feature=youtu.be](https://www.youtube.com/watch?v=WjWjG8Og&feature=youtu.be) — 4'40"

tion avancée. Une vie suspendue qui pourrait permettre, ou justifier, à la sortie, un « grand bond en avant » dans les avancées progressistes et les réformes sociétales. Les violences conjugales montées en épingle à l'occasion du confinement (mais dont le contexte culturel, confessionnel et ethnique n'est jamais mentionné) pourraient déboucher sur une sorte de *criminalisation* du couple hétéronormé (en avant vers la suppression pure et simple de ces reliques d'un autre temps que sont le mariage et la famille !). Sans compter la possible instauration du « *revenu universel* » (on en parle avec insistance), le vidage des prisons : 8000 détenus (parmi lesquels 130 islamistes radicalisés) libérés sans tapage médiatique, tous nécessairement récidivistes puisque les primo-délinquants ne sont jamais, ô grand jamais, incarcérés⁽⁵⁾, la régularisation massive des sans-papiers, il est question de vider les camps de rétention, la géolocalisation des non-vaccinés et contaminants potentiels et le traçage de leur réseau relationnel⁽⁶⁾, la ponction sur l'épargne et les assurances-vie, la réquisition des logements non occupés et l'application stricte du « *Droit* » au logement, la suppression de l'argent liquide et des chèques, la liste est longue !

Au reste, le confinement est un scandale en soi parce qu'il n'est pas la réponse à appropriée à la pandémie : Macron, en tant que « *chef de guerre* » est un déplorable stratège quoique sa politique serve aussi et surtout à masquer tout un ensemble de carences, de défaillances, d'imprévoyances résultant de son ultra-libéralisme européiste et atlantiste et, *in fine*, globaliste, de son « *progressisme* » arc-en-ciel aux couleurs chatoyantes de Mme N'Diaye, laquelle ayant trouvé la nationalité française en 2016 dans un *Kinder surprise* s'est vue propulsée aux fonctions de porte-parole de la présidence, une ascension météoritique. Mais au demeurant la Roche tarpéienne jouxte le Capitole, n'est-ce pas ?

DU SCANDALE À LA PANTALONNADE

Nous avons évoqué [voir article précédent] un essai clinique qui devait intervenir dans les services de réanimation de l'Hôpital européen Georges-Pompidou et à la Pitié-Salpêtrière, cela après avoir reçu la validation de l'ANSM le 27 mars et de l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris. Cet essai prévu pour débiter le 11 avril prévoyait d'administrer à dix patients hospitalisés en raison d'un syndrome de détresse respiratoire aiguë (SDRA), de l'hémoglobine d'un ver marin, substance en principe susceptible de doper l'oxygénation des malades. Patatras, le 9 avril, le lancement de l'opération *vermicole* est arrêté en catastrophe lorsqu'on s'aperçoit qu'une étude (non clinique) datant de 2011, inopinément revenue à la surface, montre que la *transfusion* de sang arénicole sur d'infortunés suidés « *s'était traduite par une létalité de 100 % des porcs ayant l'ayant subie* ». Il était *moins une* ! La décision de surseoir à l'essai en date du 8 avril était motivée par une urgente demande de « *réévaluation des risques encourus au regard du bénéfice escompté chez les patients* » ! Parler dans le cas présent d'amateurisme serait en soi presque de la joberdisse à haut degré car nous errons à l'évidence dans un palais des glaces peuplés de branquignols doublés de pieds-nickelés se prétendant « *chercheurs* ». Et puis comme aimait à le se-

5. Les peines inférieures à deux années de *privation de liberté* ne sont *a priori* jamais exécutées. Ne se trouvent derrière les murs que les délinquants chevronnés multirécidivistes que l'échevelée Mme Belloubet élargit à tour de bras. Quand la voyoucratie est en liberté, ce sont les gens normaux qui sont *de facto* emprisonnés. La Garde des Sceaux s'est félicitée d'un taux de surpopulation carcérale en baisse (depuis le début du confinement) : la France compte désormais 64 439 prisonniers contre 72 400 auparavant [valeursactuelles.com/9avr20].

6. Traçage qui donnera la possibilité et le pouvoir à ceux qui disposeront à leur gré des infrastructures de réseaux télématiques dans le cyberspace (États et méga-opérateurs privés tels les GAFA) de dominer le *vulgum pecus*.

riener le Nobel de littérature Isaac Bashevis Singer, « *pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?* »

COUPS TORDUS ET CRIMINALITÉ D'ÉLITES INCOMPÉTENTES

Nous ne reviendrons pas sur les multiples raisons tordues ou basement mercantiles qui ont prévalu pour écarter totalement le recours à la chloroquine en début de développement de la maladie. De tels errements, un tel mépris de la vie d'autrui relèvent de la justice pénale. Beaucoup y songent d'ores et déjà, fourbissant leurs arguments et leurs armes juridiques⁽⁷⁾. Du côté du palais de l'Élysée, de l'hôtel de Matignon et de la rue Duquesne, quelques-uns doivent commencer à *se faire du mouron*... (une bonne raison supplémentaire, avons-nous suggéré pour retarder autant que faire se peut la sortie de crise et la fin du gel des conflictualités politiques et sociales prévalant avant le confinement autoritaire de la société).

Observons enfin ce que l'épidémie et le parisianisme des élites médicales mettent en évidence : une *bureaucratization* de la science par ailleurs devenue exclusivement expérimentale (autrement dit : « *ce qui ne peut être immédiatement prouvé n'existe pas* » !) et non plus également intuitive (heuristique). On l'a bien vu avec la levée de boucliers contre le Professeur Raoult, aussi contestable puisse-t-il être par ailleurs dans ses options politiques ou certains de ses comportements, qui n'avait pas suivi la voie hiérarchique, qui a allègrement joué à saute-mouton avec les protocoles, mû qu'il était par l'idée élémentaire qu'en cas de « *guerre* », tous les moyens disponibles sont d'entrée de jeu mobilisables et utilisables.

La vaccination moderne n'existerait pas si Pasteur avait dû se plier à ce type de procédure bureaucratique lorsqu'il se trouva confronté au cas d'un petit Alsacien âgé de neuf ans, Joseph Meistert, quatorze fois profondément mordu l'avant-veille par un chien enragé. Pasteur qui n'avait pas auparavant véritablement testé son procédé de vaccination (sauf deux essais incomplets), consistant en un broyat de moelle épinière disséquée provenant de lapins morts du virus de la rage. Il prit le risque calculé, mais audacieux, d'en tenter l'essai sans antécédent clinique convaincant, et le 6 juillet 1885, il commença administrer le virus atténué. Après treize injections, le pari a été gagné et l'enfant sauvé. Pasteur avait estimé que le bénéfice l'emportait sur le risque... mort pour mort, il fallait tout tenter. Ce qu'il fit. Et c'est bien à cela que se reconnaît un maître en son domaine. Et non pas un *foutriquet*⁽⁸⁾ pérorant à intervalles réguliers dans les lucarnes domestiques afin de se faire passer pour un chef de guerre !

Léon CAMUS.

7. Voir « L'État Macron et la pandémie covid19 : malfaisants ou malfaiteurs ? » <https://www.vududroit.com/author/vddblogger/>

« Depuis les aveux éclatants de Madame Agnès Buzyn dans le *Monde*, et la multiplication postérieure des informations sur les carences de la direction de l'État, la question de la responsabilité pénale des décideurs publics se pose. De nombreux hauts fonctionnaires semblent avoir engagé leur responsabilité pénale pour toute une série d'infractions : homicides et coups et blessures involontaires, mise en danger délibérée de la vie d'autrui, détournement de biens publics, voire prise illégale d'intérêts (M^{me} Buzyn, ministre de la Santé, dans ses rapports avec l'Inserm dirigé par M. Lévy son mari). Il existe des manquements gravissimes et établis susceptibles de recevoir des qualifications pénales : sur la question des masques, la nécessaire clarté sur ce qui s'est passé et la responsabilité des uns et des autres devront être établies par le juge pénal. À ce titre l'infraction de sabotage pourrait être retenue, or lorsqu'il est « *commis dans le but de servir les intérêts d'une puissance étrangère, d'une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger, le même fait est puni de vingt ans de détention criminelle et de 300 000 euros d'amende* ».

8. Élegante épithète dont Pierre Boutang habitait M. Giscard dit d'Estaing... Voir : *Précis de Foutriquet*, 1981.

L'école, avortoir de l'intelligence



par
Hannibal

Macron déchire ! Le rester chez soi, c'est la 5G du vivre ensemble ! Puisque donc nous avons encore quelque temps devant nous pour lire et nous cultiver, je voudrais vous parler d'un livre que

je consulte dans mon bain, de sorte qu'il présente l'aspect désolant du jeu de cartes avec lequel Buster Keaton s'efforçait de jouer dans la Croisière du Navigator.

Il a pour titre *la désinstruction nationale*. L'auteur s'en nomme Chiche. Il est agrégé et prof de philo, il en est très heureux, mais il est bien malheureux de presque tout le reste, de la décadence des Craven A, de ce que font les politiques, et en particulier de ce qu'est devenu l'Éducation nationale. Et il rage et il juge et il condamne et il déplore. Depuis le temps qu'il traîne son derrière sur les bancs de l'école, ses camarades ont dû le lui dire cent six fois : chiche que t'es pas cap, Chiche, de dire tout haut ce qu'on pense tout bas et de décrire les écuries d'Augias telles qu'elles sont. Tout le monde n'est pas Hercule, ni Le Pen. Il a attendu d'approcher la retraite pour coucher ses colères sur le papier. Sa plume a le mérite d'être claire. S'il y a déjà eu cinquante livres, dans le passé proche, sur la fabrique des crétins et la troupe des balilas de l'arc-en-ciel, son ouvrage apporte quelque chose de plus, non pas des œufs frais, mais une sorte de reportage de professeur blessé, exaspéré de ce que l'école fait aujourd'hui des élèves et aux élèves : elle en tue l'esprit, doucement, gentiment, inexorablement, systématiquement. Elle pratique sur eux l'IVG de la pensée. L'école est devenue un avortoir de l'intelligence.

Je ne sais pas d'où ça vient, Chiche. Il y avait beaucoup de Chicheportiche à Bou Saada, en Algérie, ils y étaient venus de Catalogne, c'étaient des sépharades assez anciennement romanisés. Chiche, lui, vient du vingtième siècle, comme tous ceux qui n'ont plus vingt ans, mais lui a franchement une tête des années cinquante. On le voit sur la photo de quatrième de couverture. Le genre de personnages que jouaient Jean Bouise ou Claude Piéplu, la sèche de Bogart et Camus, impitoyable sur l'antisèche. Le cinéma qu'il se joue, c'est le professeur qui aime sérieusement son métier dans un lycée du midi, et qu'on empêche de le faire. Qui, on ? Tout le monde ! Le ministre. Le rectorat, avec ses chefs de service et son directeur des ressources humaines. Les inspecteurs d'académie. Les "perdus" (personnels de direction), la clique des proviseurs et de leurs acolytes, ces administratifs qui ne sont plus forcément recrutés dans les rangs des enseignants et qui prétendent les juger. Les conseillers d'éducation, dont le principal, le CPE, c'est-à-dire les pions et le surveillant général. Les lois. Les règlements. La plupart des syndicats. J'allais oublier, les parents d'élèves. Tout le monde, sauf les sans-grades qui font tourner la baraque.

J'en ai connu des sales caractères, mais le Chiche, il se pose là. Tout lui est peine et contretemps, tout lui est offense, les choses ne tombent jamais comme il faut, les gens agissent de travers et parlent mal. Une chose qu'il ne supporte pas, mais alors pas du tout, ça revient dix fois, c'est qu'un administratif prétende évaluer un enseignant. Qu'ils manquent de respect à un agrégé. Qu'ils prétendent lui parler en juges quand il commente une maladresse. Zut, on n'a pas gardé les cochons ensemble ! Est-ce que vous avez lu au moins Marx et Platon correctement, ou même une fiche de lecture, si jamais on vous invite sur France 3 ? Avec sa superbe, la conscience de sa valeur, la raideur de ses principes, et son extrême sensibilité, il traverse un théâtre de petits appétits, de petites gens, les uns désespérés, les autres mus seulement par l'espoir d'une promotion, et il se

Résultat du bac :

RESSU !



(Dessin de Chard)

prend de bec, et il pinaille, dressé sur ses ergots, et il souffre à l'occasion. Il me rappelle moi quand j'étais pensionnaire au lycée Kleber à Strasbourg, voilà cinquante ans. Il est resté adolescent. Tout lui est incommode et il est incommode à tout le monde. C'est bizarre. De ce point de vue au moins l'école ne change pas. Elle est comme l'Union soviétique, elle gèle le temps. Vivre avec les enfants vous modèle à leur image. Chiche nous ramène dans un monde merveilleux où tout, les controverses, la pensée, les querelles, les sentiments, est exagéré, grossi comme les caries le sont par la langue qui les repère en les redoutant. Il nous joue les souffrances du jeune Werther à l'âge du vieux Goethe. C'est terrible. Il est resté l'adolescent d'autrefois dans l'école d'aujourd'hui devenue un enfer.

Je vous dis ça, je n'en sais rien, je ne le connais pas, mais j'ai lu son livre comme un film de cinéma muet : à tout moment, on sait que le héros va se manger la tarte à la crème ou rester pendu à l'aiguille de l'horloge. C'est un personnage tragique, voilà pourquoi son livre est à lire, bien qu'il soit écrit par un professeur qui lit trop les journaux. Il fallait un personnage tragique, qui n'hésite pas à enfoncer les portes ouvertes ni à combattre les moulins les mieux répertoriés, il fallait un personnage tragique pour parler d'une situation tragique et d'une question tragique, celle de l'école. On croit que la phrase de Bainville ne s'applique nulle part mieux qu'à l'école, tout y a toujours très mal marché. Alain disait déjà qu'elle était menée par des "aliénés". C'est vrai. Mais il y a des degrés dans la catastrophe, et surtout un seuil : celui où des changements de quantité trop violents induisent un changement de qualité. Il y a, enfin, quelque chose de nouveau sous le soleil : l'école, que l'on a toujours connue branlante, agaçante, malade, est en train de s'écrouler, sous l'effet de ce que Chiche nomme en son titre la désinstruction nationale, ce qui veut dire en même temps destruction de l'instruction publique, destruction de l'éducation et destruction de la nation.

Nous connaissons une des raisons principales de cette destruction, l'invasion massive dont est victime le pays, qui se manifeste de toutes les manières dans l'Éducation nationale. Chiche n'en parle pas. Par méthode : il est déjà discrédité dans ses rapports avec ses pairs et ses supérieurs par sa réputation de "facho" et de "réactionnaire". Par fonction : pour lui, c'est l'enseignement qui compte. Par conviction enfin : c'est un homme de gauche. Il dit des choses très justes sur la vertu qui n'est pas de gauche, qui n'est pas de droite, mais il est de gauche, d'origine, de façon de parler, cela se sent, c'est ce qu'on nommait jadis un républicain d'ordre, il croit à la république, ses valeurs, sa rectitude, ses instituteurs, ses professeurs, etc. Pour lui l'instruction élève et rend libre à condition qu'elle soit correctement dispensée. Qu'on ne méprise pas les élèves comme on le fait en leur garantissant la réussite au baccalauréat, ce qui les envoie sans formation nécessaire sur les in-

terminables voies de garage de l'université et les lance avec des « diplômés en chocolats » dans une vie où ils seront fracassés et n'occuperont qu'une place d'ilote. Chiche croit au mérite et au travail, moteurs de l'ascenseur social, on apprend au passage qu'il a cru en Chevènement, dont il déplore les "reniements".

Pourquoi parler du livre d'un homme de gauche, quand ceux de droite manquent tant de publicité ? Pour plusieurs raisons. Parce que le sujet en est primordial. Parce que les professeurs de droite écrivent peu. Et parce qu'ils ont tellement peur d'être de droite qu'ils tournent autour du pot. Lui y va droit. Il n'a pas de complexe. Ne craint pas de commettre le « délit d'ingauchitude ». Il balance. Y compris sur Blanquer, cet espoir suprême des mamies de l'UDI et du MODEM, qui a su persuader l'opinion qu'il allait dans le bon sens au nom du bon sens alors qu'il continue le travail de destruction de quarante ans de "réformite" (on pourrait dire cinquante : cela a commencé avec la loi Edgar Faure, en 1968, le coup de faux fondamental dans la sélection), et liquide le bac sous couleur de le muscler. Chiche raconte sur quatre pages les réunions du Conseil supérieur de l'Éducation, dont il est membre. On sourit. Quand les muets du sérail se mettent à parler, c'est toujours instructif.

La désinstruction nationale, pour Chiche, est un fait exprès. C'est le résultat d'une théorie appliquée avec constance, la pédagogie. Il cite un des innombrables documents pédagogiques dont sont accablés les professeurs. C'est très drôle. Et très triste. La coterie des 3 I (imbéciles, incompetent, idéologues) domine le ministère, pond des textes insanes et nuls qu'appliquent des centaines de milliers d'exécutants, et la machine à décerveler massacre des millions de cerveaux, génération après génération. Chiche ne le dit pas, car il est de gauche, le phénomène ressemble à l'avortement légalisé par M^{me} Veil, qui tue carrément les enfants. Ce qu'il remarque en revanche, c'est que cela constitue « un crime contre l'humanité ». Pourquoi pas ? Tout crime est un crime contre l'humanité, jusqu'à ce qu'on rétablisse, sous la pression des Vegan, l'anthropisation de l'animal, la pendaison des chiens et le boeuficide.

Ce qui a produit ce crime contre l'humanité est l'entrée de la politique ostentatoire à l'école. Chiche sait que la seule politique utile du professeur est d'instruire pour élever. Il est de gauche, mais il note les postures et les impostures des gens qui se disent de gauche, il compte le temps que leurs interminables palabres font perdre à la seule tâche de l'école, l'enseignement. Il déplore surtout que le ministère se mêle de la manière d'enseigner et, par ses incessantes réformes, soumette le professeur à des injonctions et une surveillance constante. Il ne serait pas loin de préconiser la suppression du ministère : « Ce qu'il faut exiger de ceux qui font profession de politique, ce n'est pas qu'ils se mêlent de l'école, mais surtout qu'ils ne s'en mêlent pas, ne s'en mêlent plus. [...] Reconstruire l'école n'est pas l'affaire des politiques, c'est celle des professeurs. » Vincent Peillon a les oreilles qui tintent.

Les deux questions fondamentales, selon Chiche, sont la compétence et l'autorité. Le professeur, seul compétent, et normalement recruté sur sa compétence (ne lui parlez pas de chercheurs en pédagogie, les noms d'oïseau voleraient), doit avoir pleine autorité pour enseigner à sa manière ses élèves dans sa classe (ne lui parlez pas de cycles, c'est l'embolie assurée). Là-dessus, pas de compromis. Celui qui ouvre la porte de sa classe sans s'annoncer en prendra pour son grade. Il y a un passage croquignolet sur Pronote, l'usine à gaz informatique mise au point par le ministère pour faire l'appel avant chaque cours. Tout cela, qui prête à sourire, est en même temps très grave. Si l'on note toutes les réunions et autres embarras qui distraient le professeur de sa tâche, on voit qu'il lui reste peu de temps pour enseigner. Sa vie quotidienne utile est réduite. Et son efficacité l'est encore plus par le cadre de fonctionnement qu'il su-

bit. Chiche désigne le germe responsable de la maladie : les principes d'un enseignement sain sont « constamment bafoués et systématiquement contredits par des directives qui font de ce qui détruit l'autorité des professeurs leur obligation de service ». L'idéologie au pouvoir fiche le désordre à l'école en démolissant l'autorité.

Dans l'Antiquité, Chiche le rappelle, le pédagogue était un esclave. Il avait une baguette pour attribut, et cela se comprend aisément : pour asseoir son autorité sur les chenapans huppés auxquels il faisait cours, elle lui était nécessaire. Le dix-neuvième siècle, qui avait une haute opinion de l'enseignement, nomma les instituteurs "maîtres", il me semble que cela date de 1866 et de Victor Duruy. Le maître n'était jugé que par l'inspecteur. Il n'obéissait au proviseur, enseignant lui-même, que pour l'intendance. Par la vertu d'un mot, l'esclave d'hier devenait seul maître après Dieu dans sa classe. Aujourd'hui, la confusion de l'administratif et de l'enseignement d'une part, et l'incompétence des pédagogues, ont tout brouillé. Le résultat est catastrophique.

Chiche commence son livre en citant un fragment de copie d'un de ses élèves. Le voici (prière au correcteur d'en respecter la graphie) : « La liberté, ce pour qui certains ce sont battus des années et des années pour l'obtenir. La liberté, ce qui pour certains est l'élément essentielle pour bien vivre. La liberté, mais qu'est ce dont ? » Il ne s'agit pas du gribouillis d'un migrant primo-arrivant du Sri Lanka ou du Cachemire inscrit en CP : c'est la copie d'un élève de terminale philo âgé de dix-huit ans, qui a eu son bac grâce à une dissertation analogue, et ce n'est pas la pire des trente-six mille copies que Chiche a corrigées dans sa vie. Le hic est qu'on « quittait jadis l'école primaire en sachant convenablement lire et écrire. Après quelques décennies de réformes ininterrompues, on peut enfin entrer à l'université en ne sachant pas bien lire et plus du tout écrire ». Et l'auteur de traiter d'imposteurs ceux qui disent que « ce n'est pas aussi simple que cela » ou même que « le niveau monte ».

Car le drame est que la nullité devient la norme : « Il y a toujours eu de très mauvaises copies, mais dans des proportions semblables aux bonnes et excellentes, c'est-à-dire fort peu. Ce qui est nouveau, c'est que les productions d'une extrême pauvreté représentent désormais la plus grande part des copies ». Beaucoup le constatent et le savent, mais nul ne le dit, une fois embringué dans les instances où l'on parle et décide, car ce serait reconnaître la nocivité du système des pédagogues. De sorte que la solution que propose Chiche (« il suffit d'instruire ») ne semble pas près d'être adoptée. Cela nous suggère que Chiche, bien qu'il voie pas mal de choses et en dise quelques-unes, reste un rêveur. Un homme de gauche. Il a des mots assez bien venus sur la langue française, et même, lui laïque, sur la nécessité de ne pas couper les élèves de la culture chrétienne. C'est bien mais c'est court. Il faudrait aller plus loin, quitter ses déplorables préjugés, rentrer dans la réalité française et catholique, ne plus révéler les causes dont il déplore les effets. Quitter les pauvres erreurs dont il est la victime. Or on les connaît, ces erreurs. Comme dit le poète :

« Gauche ! Sinistre gauche, effroyable barbare

Qui tourne folle aiguille au cadran de l'histoire

Ecureuil sans boussole, et qui toujours retarde,

De haine noire inépuisable réservoir. »

On souhaitera donc à M. Chiche de se convertir, ce qui serait bien pour Pâques et nous remonterait le moral. Au moment où j'écris, c'est le matin de la Résurrection de Notre-Seigneur, et, pour la première fois depuis que je suis conscient, aussi loin qu'il m'en souviennne, la messe nous sera interdite. Bonne semaine sainte quand même. Le Christ est ressuscité. C'est la seule bonne nouvelle dont je dispose. Mais elle est essentielle.